

# **FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**



## **MISE EN ŒUVRE DES PRIORITÉS OPÉRATIONNELLES DANS LE CADRE DU FAD-X**

### **PROJET DE RAPPORT**

#### **REVUE À MI-PARCOURS DU FAD-X**

**7 – 8 décembre 2006**

**La Haye, Pays-Bas**

**Département des politiques opérationnelles et normes**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>i</b>
<b>1. INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>2. UTILISATION DES RESSOURCES DU FAD-X.....</b>	<b>2</b>
a) Allocation des ressources du FAD-X.....	2
b) Approbations à la fin décembre 2006.....	4
• Utilisation des dons.....	4
• Opérations à l'appui de réformes.....	5
• Opérations multinationales.....	6
<b>3. MISE EN ŒUVRE DES PRIORITÉS OPÉRATIONNELLES DU FAD-X.....</b>	<b>7</b>
a) Mise en œuvre globale.....	8
b) Réalisations par secteur.....	8
• Développement des infrastructures.....	8
• Agriculture et développement rural.....	9
• Valorisation du capital humain.....	10
• Alimentation en eau et assainissement en milieu rural.....	10
• Développement du secteur privé.....	11
• Bonne gouvernance.....	11
• Assistance post-conflit.....	11
• Coopération et intégration économiques au niveau régional.....	12
• Intégration des questions transversales.....	13
<b>4. AUTRES ACTIVITÉS – SOUTIEN NON OPÉRATIONNEL.....</b>	<b>14</b>
a) Préparation des DSP et sélectivité.....	15
b) Gestion du portefeuille.....	15
c) Préparation des politiques et procédures.....	16
d) Études économiques et sectorielles.....	17
e) Harmonisation, alignement et gestion axée sur les résultats.....	17
<b>5. PRÉSENTATION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL INDICATIF 2007DU FAD-X.....</b>	<b>18</b>
a) Activités de financement.....	18
b) Activités autres que les activités de financement.....	20
<b>6. RETOUR D'EXPÉRIENCE ET DÉFIS.....</b>	<b>22</b>
<b>7. PERSPECTIVES D'AVENIR.....</b>	<b>25</b>
<b>8. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>26</b>
<b>ANNEXE : LISTE DES APPROBATIONS.....</b>	<b>27</b>

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements
BAD	Banque africaine de développement
BMD	Banques multilatérales de développement
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CER	Communautés économiques régionales
CFAA	Évaluation de la responsabilité financière des pays
CPAR	Rapports analytiques sur la passation de marchés
CPIP	Plan d'amélioration de gestion de portefeuille pays
CSMLT	Cadre stratégique à moyen et long terme (NEPAD)
DSP	Document de stratégie pays
DSP	Département du secteur privé
EES	Études économiques et sectorielles
EGF	Étude de gestion financière
FAD	Fonds africain de développement
FAE	Facilité africaine de l'eau
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
FPP	Facilité de préparation de projet
PCCF	Mécanisme en faveur des pays sortant d'un conflit
GCAP	Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres
IAEAR	Initiative sur l'alimentation en eau potable et l'assainissement en milieu rurale
IDA	Association internationale de développement
MFS	Mécanisme de financement supplémentaire
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ODM	Objectifs de développement du millénaire
ONG	Organisation non gouvernementale
P/DSRP	Programmes/Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté
PA	Protocole d'accord
PACT	Plan d'action à court terme (NEPAD)
PAS	Programme d'approche sectorielle
PICSA	Partenariat international contre le sida en Afrique
PIS	Programme d'investissement sectoriel
PME	Petites et moyennes entreprises
PMR	Pays membres régionaux
PPP	Partenariat public-privé
PPTE	Pays pauvres très endettés
RMP	Revue à mi-parcours
SADC	Communauté de développement des États de l'Afrique australe
SPIP	Plan d'amélioration de portefeuille par secteur
SWAp	Approche sectorielle globale
TIC	Technologie de l'information et de la communication
UC	Unité de compte
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
VAE	Vision africaine de l'eau

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Au cours des négociations pour la Dixième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-X), les plénipotentiaires du FAD ont demandé que le Fonds concentre son assistance sur des stratégies et des activités de stimulation de la croissance économique et de réduction de la pauvreté dans les pays membres éligibles au financement du FAD, et qu'il s'emploie notamment à favoriser l'accroissement de la productivité, à appuyer des politiques de lutte contre la pauvreté et des investissements favorisant les plus démunis. La première moitié du programme du FAD-X a été mise en œuvre parallèlement à l'adoption de grandes réformes institutionnelles du Groupe de la Banque, principalement destinées à renforcer les complexes des opérations. Le présent rapport passe en revue la mise en œuvre et montre l'état d'avancement des priorités opérationnelles financées au titre du FAD-X pour la période 2005-2006. Il fait également état des problèmes et difficultés rencontrés sur la période étudiée en matière de respect des orientations de la Politique de financement du FAD-X.

### Utilisation des ressources du FAD-X

2. L'exercice d'allocation 2006 intègre un nouveau classement des risques dans le cadre de soutenabilité de la dette. Pour la période 2005-2007, il prévoit une allocation totale de 2 889,3 millions d'UC pour les pays éligibles au financement du FAD, dont 2 065,5 millions d'UC en prêts et 823,8 millions en dons. De plus, le Fonds, conformément au plan de recommandation d'allocation des ressources en fonction de leur utilisation finale, a affecté quelque 531 millions d'UC, soit 15% des ressources du FAD, au financement d'opérations multinationales. Une première tranche de 100 millions d'UC ira aux pays en situation de post-conflit qui pourront ainsi régler leurs arriérés dans le cadre de la Facilité pour les pays post-conflit (FPPC), 150 millions d'UC supplémentaires étant disponibles, le cas échéant.

3. En termes d'approbations réelles, à la fin décembre 2006, le Fonds devrait avoir engagé 2 224,499 millions d'UC dans le financement d'environ 84 projets et programmes à l'échelle des pays et de 21 opérations multinationales coordonnées par des institutions régionales, en majorité des communautés économiques régionales (CER). Ce montant cumulé comprend environ 59,2% de prêts et 40,8% de dons. Selon des projections à la fin décembre 2006, les engagements cumulés de dons se monteront à 906,8 millions d'UC, soit 224,922 millions d'UC de dons multinationaux et 681,87 millions de dons aux pays. Le don représente moins de 27% du total des allocations du FAD-X pour le financement de projets, ce qui montre qu'à ce jour, le FAD reste une institution de prêts. La part des opérations à l'appui des réformes, qui représente environ 12,2% de l'ensemble des approbations du FAD, se trouve bien en dessous du seuil maximum de 25%, autorisé au titre de la reconstitution du FAD-X. Le Fonds devrait également approuver, d'ici à la fin décembre 2006, le financement d'opérations multinationales atteignant environ 422,441 millions d'UC, soit approximativement 12,3% de l'ensemble des allocations du Fonds pour les opérations et donc, dans la limite de 15% définie au titre de l'affectation des ressources du FAD-X en fonction de l'utilisation finale.

### Mise en œuvre des priorités opérationnelles du FAD-X

4. L'aide du Fonds s'est concentrée sur certains domaines prioritaires, essentiels à la stimulation de la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, à savoir le transport (24,4%), l'approche multisectorielle (18,8%), l'agriculture et le développement rural

(18,5%), les secteurs sociaux (18,2%), l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement (15,1%). Conformément aux tendances observées depuis le FAD-IX, le Fonds est intervenu prioritairement dans le développement des infrastructures, finançant plus particulièrement des projets et des programmes de transport, d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, et d'alimentation électrique. Par rapport aux reconstitutions de ressources précédentes, la part des infrastructures dans les approbations du FAD-X s'est accrue puisqu'elle représente environ 44,4% de l'ensemble des opérations approuvées pour la période étudiée.

### **Autres activités - soutien non opérationnel**

5. Pendant la période examinée, le Groupe de la Banque a entrepris des activités non opérationnelles destinées à instaurer un climat favorisant la fluidité de l'aide au développement du Fonds. Parmi ces activités citons la préparation de Documents de stratégie par pays (DSP) pour la programmation des interventions du FAD, des initiatives d'amélioration de la gestion du portefeuille du Groupe de la Banque, la préparation de politiques et de directives, des études économiques et sectorielles, ainsi que des mesures visant à suivre les principes d'harmonisation, d'alignement et de gestion axée sur les résultats.

### **Présentation du programme opérationnel indicatif 2007 du FAD**

6. Lors de la mise en œuvre du Programme opérationnel indicatif 2007, qui couvre la dernière année du cycle de reconstitution du FAD-X, le volume d'approbations attendu au titre du FAD 2007 sera limité par les capacités d'engagement restantes du Fonds. Les activités à financer seront ajustées en conséquence. Pour le moment, le programme de travail indicatif du FAD pour 2007 se monte à 1 232,6 millions d'UC, ce qui inclut une légère surprogrammation, d'environ 3%, par rapport aux objectifs de financement de 1 200 millions d'UC. Par conséquent, le programme de travail 2007 devrait employer la totalité des ressources du FAD-X non engagées à la fin 2006. Un grand changement est intervenu dans les demandes de financement soumises à la considération du guichet du FAD en raison de la priorité accrue accordée par les pays du FAD au développement des infrastructures dans le cadre de leurs programmes de stratégie de réduction de la pauvreté ou de leurs plans de développement national (ce qui transparaît dans les DSP du Groupe de la Banque). Environ 65% du programme provisoire de travail 2007 est consacré au développement des infrastructures, selon la répartition suivante : 29,4% pour le secteur des transports ; 22,2% pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement et 13,5% pour l'approvisionnement en électricité.

7. Outre le programme opérationnel ci-dessus, le Groupe de la Banque adoptera des mesures prioritaires hors financement qui visent les objectifs suivants : (i) accroître la décentralisation des activités du Groupe de la Banque pour resserrer le dialogue et la collaboration avec les Pays membres régionaux ; (ii) renforcer les systèmes d'assurance qualité de la Banque et améliorer son portefeuille ; (iii) élargir et approfondir l'action économique et sectorielle de l'institution ; (iv) préparer des stratégies d'aide nationale et régionale ; (v) renforcer l'arsenal de procédures opérationnelles, politiques, stratégies et directives ; (vi) développer des opérations dans le secteur privé ; (vii) renforcer les partenariats et améliorer la coordination de l'aide ; et (viii) participer aux grandes initiatives de développement en Afrique.

## **Retour d'expérience et défis**

8. Bien que la prestation de l'aide du Fonds se soit améliorée, ce dernier n'a pas encore optimisé l'efficacité de ses opérations dans le domaine du développement. La revue à mi-parcours a permis de tirer les enseignements de la mise en œuvre du programme du FAD-X et de relever les difficultés et obstacles entravant la performance opérationnelle du Fonds. Ces derniers sont liés aux facteurs suivants : (i) l'imprévisibilité de la hauteur des ressources du FAD-X due à l'emploi, sur une base annuelle, de l'analyse du cadre de soutenabilité de la dette et du système d'allocation des ressources fondé sur les performances ; (ii) la dimension réduite de certaines opérations du FAD qui entraîne des coûts de mise en œuvre comparativement élevés ; (iii) la situation d'arriérés chroniques qui prévaut dans huit pays membres régionaux (PMR), et les empêche d'exploiter leur allocation du FAD-X ; (iv) les Règles d'origine des biens de l'accord de création du Fonds, qui interdisent la participation aux programmes d'approche sectorielle financés par un pool de ressources (SWAp) si les ressources du Fonds ne sont pas « compartimentées » afin de respecter la lettre des Règles du Groupe de la Banque en matière de passation des marchés ; (v) le besoin de nouveaux instruments financiers permettant d'apporter aux états considérés comme fragiles des ressources supplémentaires dans des domaines prioritaires de développement ciblés ; (vi) le Fonds doit proposer une nouvelle politique d'éligibilité des dépenses répondant aux besoins des pays et conforme au principe d'harmonisation.

## **Perspectives d'avenir**

9. Même si des progrès ont marqué la première moitié du programme du FAD-X, notamment par un recentrage sur les priorités opérationnelles visant à favoriser une large croissance économique et à réduire la pauvreté, il n'en reste pas moins que des efforts supplémentaires devront être déployés par le Groupe de la Banque et que les plénipotentiaires du FAD devront accroître leur soutien afin de renforcer encore l'efficacité de l'aide au développement du Fonds.

10. Le Groupe de la Banque devra peaufiner sa stratégie à moyen terme pour mieux cibler et sélectionner les opérations du Fonds. Une attention particulière sera accordée au développement des infrastructures, notamment le transport, l'électricité et les opérations d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, l'intégration régionale, l'agriculture et le développement rural. Le Groupe de la Banque s'efforcera de promouvoir des opérations ayant une qualité plus élevée et un plus grand impact potentiel, avec des repères de performance mesurables permettant de contrôler et d'évaluer l'efficacité de l'aide au développement du Fonds. De plus, le Groupe de la Banque prendra un certain nombre de mesures d'optimisation de la gestion du portefeuille et des performances du Fonds, par exemple en renforçant la supervision et en supprimant les opérations obsolètes et peu performantes ; il veillera aussi à combler les retards accumulés dans la rédaction des rapports de réalisation de projets pour que les leçons du passé puissent être intégrées aux nouvelles opérations.

11. Point encore plus important, le Groupe de la Banque étendra son réseau de bureaux sur le terrain et ceux-ci disposeront d'effectifs plus performants et plus à même d'offrir aux pays clients des services plus nombreux, performants et respectueux des délais impartis. De plus, le Groupe de la Banque se rendra plus compétitif, attractif et fiable en prenant des mesures pour réduire les délais d'approvisionnement et de décaissement. Il resserrera sa collaboration avec ses partenaires, qu'ils soient anciens ou nouveaux, et cette collaboration

sera étayée par la recherche d'une cohérence et d'une harmonisation accrues ainsi que d'une sélectivité renforcée.

12 Les plénipotentiaires du FAD soutiendront cet effort en accordant une attention particulière aux questions suivantes : (i) adoption d'un système d'allocation qui assure la prévisibilité des ressources, conformément aux impératifs de la Déclaration de Paris, ainsi que des niveaux d'allocations par pays adaptés, garantissant des opérations de dimension rentable ; (ii) octroi de ressources supplémentaires pour les priorités de développement visant à reconstruire les économies et à réduire la pauvreté dans les états fragiles ; et (iii) adoption par le Fonds de principes d'éligibilité des dépenses répondant aux besoins des pays et conformes au programme d'harmonisation.

# 1. INTRODUCTION

1.1 Au cours des négociations pour la dixième reconstitution des ressources du FAD-X, les plénipotentiaires du FAD ont demandé que le Fonds concentre son aide sur des stratégies et des activités de stimulation de la croissance économique et de réduction de la pauvreté dans les pays membres éligibles au financement du FAD, et qu'il s'emploie notamment à accélérer les progrès en vue de la réalisation des objectifs de développement du millénaire (ODM). Dans la droite ligne des mesures adoptées lors des précédents cycles de reconstitution du FAD, le Fonds a été chargé d'aider les pays membres régionaux à accroître leur productivité, de promouvoir les politiques de lutte contre la pauvreté et les investissements en faveur des groupes les plus démunis.

1.2 La mise en œuvre du programme du FAD-X s'inscrit dans le cadre d'efforts exhaustifs visant à résoudre les « questions en suspens » relevées dans le Rapport d'évaluation indépendante des FAD VII, VIII et IX afin de rapprocher le Groupe de la Banque de son objectif : devenir la première institution de développement de l'Afrique. Au cours des négociations du FAD-X, la direction a proposé à cet effet un plan d'action devant améliorer, au-delà de l'action du FAD, l'efficacité opérationnelle globale du Groupe de la Banque en matière de développement. Ce plan d'action, approuvé par les plénipotentiaires du FAD, a été mis en œuvre parallèlement à la reconstitution du FAD-X. Il tend essentiellement à rehausser la qualité opérationnelle du Fonds ainsi que son efficacité au plan du développement en en faisant une institution de gestion axée sur les résultats. Dans ce contexte, une nouvelle génération de documents de stratégie par pays axés sur les résultats a été préparée pour guider les interventions du Fonds. En outre, des mesures ont été prises pour instaurer une culture de gestion et d'assurance qualité axées sur les résultats à différents stades du cycle de projet.

1.3 La première moitié du programme du FAD-X a coïncidé avec de grandes réformes institutionnelles de réorientation des activités et des ressources du Groupe de la Banque. Ces réformes, qui portent sur le renforcement des capacités opérationnelles du Groupe de la Banque et son efficacité en matière de développement, l'aideront à réaliser son programme de travail opérationnel avec un surcroît d'efficacité, d'efficience, de sélectivité, des priorités mieux définies et une qualité et une responsabilité accrues. Le Groupe de la Banque a poursuivi l'application de son programme de décentralisation, lancé lors du cycle de reconstitution du FAD-IX. Les réformes en cours ont entraîné une restructuration des complexes des opérations en trois nouvelles vice-présidences : (i) politique, programmes pays et programmes régionaux ; (ii) opérations sectorielles ; (iii) infrastructures, secteur privé et intégration régionale. Au cours de cette vaste restructuration institutionnelle, la continuité des opérations a été assurée dans toute la mesure du possible. Toutefois, on notera que l'exécution des opérations du Fonds dans le cadre du FAD-X a été affectée par un manque de personnel et des contraintes institutionnelles qui devraient s'estomper au cours de l'année 2007, une fois les réformes accomplies et les problèmes d'effectif résolus.

1.4 Le présent rapport examine la mise en œuvre des priorités opérationnelles des financements au titre du FAD-X pour la période 2005-2006. Cette revue permettra d'ajuster la stratégie et les procédés d'application sur la dernière année de reconstitution, d'une part en proposant des mesures de correction des problèmes et difficultés rencontrés et, d'autre part, en veillant à ce que les objectifs financiers et non financiers du Fonds s'alignent, autant que possible, sur les directives de financement du FAD-X.



1.5 L'organisation du rapport est la suivante : après l'introduction, le chapitre 2 examine l'utilisation des ressources du FAD-X, présentant les résultats de l'exercice d'allocation des ressources, l'utilisation des dons, ainsi que le financement des opérations multinationales et des opérations à l'appui de réformes. Le chapitre 3 présente les réalisations du Fonds, dans le cadre du FAD-X, en terme d'activités de financement au cours des deux premières années de la reconstitution. Il souligne l'état d'avancement de la mise en œuvre globale et les résultats opérationnels par secteur. Le chapitre 4 passe en revue les mesures d'assurance qualité, c'est à dire l'alignement sur les principes d'orientation du FAD-X, le renforcement du cadre politique et des activités économiques et sectorielles qui sous-tendent les interventions du Groupe de la Banque dans les pays du FAD. Le chapitre 5 examine les grandes lignes du programme indicatif de travail opérationnel 2007 du FAD, tandis que le chapitre 6 met en relief les difficultés opérationnelles rencontrées par la reconstitution du FAD-X. Le chapitre 7 examine les perspectives d'avenir, indiquant les domaines stratégiques qui permettront au Fonds de poursuivre et de consolider les réalisations des cycles de reconstitution antérieurs. Le chapitre 8 présente les principales conclusions et recommandations de la revue à mi-parcours.

## **2. UTILISATION DES RESSOURCES DU FAD-X**

2.1 La reconstitution du FAD-X est entrée en vigueur en juin 2005. Depuis lors, le Groupe de la Banque a octroyé quelque 2,224 milliards d'UC de prêts de développement aux pays membres régionaux éligibles au financement du FAD, et a continuellement peaufiné le cadre de la politique et les instruments financiers du Fonds. Les directives de la politique de financement du FAD définissent l'allocation des ressources du FAD-X en fonction de leur utilisation finale. Elles établissent les plafonds des allocations spéciales, notamment dans le cas des ressources affectées aux opérations multinationales ou encore des ressources utilisées pour les financements à l'appui de réformes. L'utilisation des ressources du FAD-X, détaillée dans le tableau 2.1 ci-dessous, est présentée dans cette section en termes de (a) résultat des exercices d'allocation ; (b) utilisation des dons ; (c) approbation d'opérations à l'appui de réformes ou financées dans le cadre de l'allocation multinationale.

### **a) Allocation des ressources du FAD-X**

2.2 En 2005, le Groupe de la Banque a réalisé son premier exercice d'allocation de ressources du FAD-X en se servant du système amélioré d'allocation fondé sur les performances et du résultat de l'analyse de soutenabilité de la dette effectuée en collaboration avec les institutions de Bretton Woods<sup>1</sup>. Ce premier exercice a donné lieu à l'allocation de 2 871,8 millions d'UC sur une période de 3 ans allant de 2005 à 2007 ; composée de dons (34,29%) et de prêts (65,71%) cette allocation a bénéficié à 14 pays pour les prêts seulement, 21 pays pour les dons seulement et cinq pays éligibles à un ensemble de prêts et de dons<sup>2</sup>. En

<sup>1</sup>Pour un complément d'information, veuillez vous référer au *Rapport d'avancement sur l'application du cadre de soutenabilité de la dette*.

<sup>2</sup> Les pays bénéficiant uniquement de prêts en 2005 étaient le Burkina Faso, le Cap-Vert, Djibouti, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Mali, le Mozambique, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Tanzanie et le Zimbabwe. Les pays bénéficiant uniquement de dons étaient l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, la République démocratique du Congo, la République du Congo, les Comores, la Côte d'Ivoire, l'Érythrée, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Malawi, le Rwanda, Sao Tome &

2006, le deuxième exercice d'allocation a été établi d'après un nouveau système de notation du risque dans le cadre de la soutenabilité de la dette. Ce système classe 16 pays dans la catégorie des prêts uniquement, 20 dans celle des dons uniquement et 4 dans la catégorie éligible à un ensemble de prêts et de dons<sup>3</sup>. L'allocation totale octroyée aux pays pendant ce second exercice couvrant la période 2005-2007 s'est montée à 2 889,3 millions d'UC, soit 2 065,5 millions d'UC en prêts et 823,8 millions en dons.

Article	Description	Approuvé/ millions d'UC	Plafond
<b>1</b>	<b>2006 Allocations</b>		
1,2	<b>Allocations pays</b>		
1,1	Prêts	2065,5	
1,2	Dons	823,8	
<b>1,3</b>	<b>Sous total des allocations pays pour 2006</b>	<b>2889,30</b>	
<b>1,4</b>	<b>Allocations multinationales</b>	<b>531,41</b>	
<b>1,5</b>	<b>Dons pour l'assistance technique</b>	<b>80,0</b>	
<b>1,6</b>	<b>(Moins contingences)</b>	<b>(73,85)</b>	
<b>1,7</b>	<b>TOTAL DES ALLOCATIONS POUR 2006</b>	<b>3426,86</b>	
<b>2</b>	<b>Engagements projetés à la fin décembre 2006</b>		
	<b>Engagements nationaux</b>		
2,1	Prêts	1120,18	
2,2	Dons	681,88	
<b>2,3</b>	<b>Sous-total des engagements nationaux</b>	<b>1002,06</b>	
<b>2,4</b>	<b>Pourcentage de l'allocation totale</b>	<b>52,06%</b>	
	<b>Engagements multinationaux</b>		
2,5	Prêts	197,52	
2,6	Dons	224,92	
<b>2,7</b>	<b>Sous-total des engagements multinationaux</b>	<b>422,44</b>	
<b>2,8</b>	<b>Pourcentage de l'allocation totale</b>	<b>12,3%</b>	<b>15,0%</b>
<b>2,9</b>	<b>Sous-total des prêts engagés</b>	<b>1317,70</b>	
<b>2,10</b>	<b>Pourcentage de l'allocation totale</b>	<b>38,5%</b>	
<b>2,11</b>	<b>Sous-total des dons engagés</b>	<b>906,80</b>	
<b>2,12</b>	<b>Pourcentage de l'allocation totale</b>	<b>26,5%</b>	
<b>2,13</b>	<b>TOTAL de l'engagement à la fin décembre 2006</b>	<b>2 224,50</b>	
<b>2,14</b>	<b>Pourcentage de l'allocation totale</b>	<b>64,9%</b>	
<b>3</b>	<b>Solde des ressources pour opérations 2007</b>	<b>1202,36</b>	
<b>4</b>	<b>Opérations à l'appui des réformes fin déc. 2006</b>		
4,1	Appui budgétaire	198,1	
4,2	Autres opérations à l'appui des réformes	72,7	
<b>4,3</b>	<b>Tot. engagements/opérations à l'appui des réformes</b>	<b>270,8</b>	
<b>4,4</b>	<b>Pourcentage de l'engagement total</b>	<b>12,2%</b>	<b>25,0%</b>

2.3 Le second exercice d'allocation a entraîné des modifications considérables dans la programmation des opérations prévues pour la fin 2006 et l'année 2007, en particulier dans le cas des pays dont l'allocation a connu une forte diminution. Outre la proposition d'élargir la

---

Principe, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan et le Togo. Les pays éligibles à une combinaison de prêts et de dons étaient le Bénin, l'Éthiopie, le Lesotho, l'Ouganda et la Zambie.

<sup>3</sup> Quatre pays sont passés dans la catégorie des pays bénéficiant uniquement de prêts : le Bénin, le Cameroun, l'Ouganda et la Zambie. Le Niger et Djibouti sont passés de la catégorie des pays bénéficiant uniquement de prêts à celle des pays bénéficiant uniquement de dons. L'Angola et le Malawi ont été changés de catégorie pour entrer dans celle des pays bénéficiant d'un ensemble de prêts et de dons.

portée des activités dans certains pays, des programmes d'aide ont été réduits dans d'autres pays et la contribution du Fonds à certaines initiatives de développement, telles que l'Initiative sur l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural, a également baissé, comme l'indique le chapitre 3.

2.4 Outre les allocations susmentionnées, le Fonds, conformément au plan de recommandation d'allocation des ressources en fonction de leur utilisation finale, a affecté 531 millions d'UC, soit 15% des ressources du FAD, au financement des opérations multinationales, et une première tranche de 100 millions d'UC d'aide aux pays en situation de post-conflit pour qu'ils puissent régler leurs arriérés dans le cadre de la Facilité pour les pays post-conflit (FPPC) ; 150 millions d'UC supplémentaires sont disponibles, le cas échéant.

#### **b) Approbations à la fin décembre 2006**

2.5 En termes d'approbations réelles, à la fin décembre 2006, le Fonds devrait avoir engagé un total de 2 224,499 millions d'UC pour le financement de 84 projets et programmes nationaux et de 21 opérations multinationales exécutées dans le cadre d'une coordination par des institutions régionales, principalement des communautés économiques régionales (CER). Ce montant cumulé comprend environ 59,2% en prêts et 40,8% en dons.

##### **• Utilisation des dons**

2.6 Contrairement au cycle de reconstitution dans le cadre du FAD-IX, aucun domaine prioritaire spécifique n'a été recommandé pour l'utilisation des ressources en dons au titre du FAD-X. Les dons joueront par conséquent un rôle similaire à celui des prêts, à l'exception des allocations spécifiques selon l'utilisation finale<sup>4</sup>. Dans le cadre du FAD-X, l'accès aux ressources en dons est défini par les directives de la politique de financement du FAD-X ainsi que par le document intitulé *Propositions visant l'accès aux ressources du FAD-X octroyées sous forme de dons pour financer les activités d'assistance technique*. Le Rapport d'avancement sur *l'Utilisation des dons du FAD-X* donne des informations détaillées sur les points forts, les faiblesses et les opportunités existantes.

2.7 Vu leurs besoins de développement, les pays bénéficiant de dons seulement connaissent de graves problèmes de ressources. Pourtant, en conséquence directe de l'application du système amélioré d'allocation fondé sur les performances et sur le CSD, le total de l'allocation en dons de ces pays atteint un peu moins de 23% des ressources disponibles alors qu'ils représentent 30% de la population totale des pays du FAD. La plupart d'entre eux, en situation de post-conflit, doivent réhabiliter leurs infrastructures et leurs services sociaux, et faire redémarrer leur économie, si bien que les allocations qu'ils sont susceptibles d'obtenir par le truchement du système d'allocation fondé sur les performances sont bien inférieures aux ressources dont ils ont besoin.

2.8 Outre les allocations des pays susnommés, une proposition, approuvée par le Conseil des gouverneurs prévoit d'octroyer 80 millions d'UC aux pays membres régionaux classés dans la catégorie des « prêts seulement » ; ceux-ci pourront y puiser des ressources en dons

---

<sup>4</sup>Par exemple, des ressources en dons affectées au financement de l'assistance technique (AT) ne doivent pas être utilisées pour le financement d'activités ne relevant pas de l'assistance technique.

pour financer des activités d'assistance technique<sup>5</sup> dont le montant total ne devra pas dépasser 7,5% de l'allocation du pays. De plus, cette proposition définit les modalités d'accès des pays éligibles aux dons mais se trouvant en situation d'arriérés chroniques. Par conséquent, selon que le Pays membre régional en situation d'arriérés est en post-conflit ou non, il sera autorisé à accéder à un montant atteignant un pourcentage maximum<sup>6</sup> de 50% ou de 20% de son allocation en dons. La proposition définit aussi les principes régissant l'accès des organismes régionaux aux dons d'assistance technique dans le cadre de l'allocation multinationale du FAD-X.

2.9 En termes d'approbations réelles, selon le tableau 2.1, à la fin décembre 2006, les engagements cumulés en dons atteindront 906,8 millions d'UC (224,922 millions de dons multinationaux et 681,87 millions de dons aux pays), soit moins de 27% de l'ensemble de l'allocation du FAD-X pour le financement de projets, ce qui montre bien que le Fonds reste jusqu'à présente un organisme de prêt.

2.10 La répartition des approbations de dons au titre du FAD-X se limite à un nombre de domaines restreints : (i) les secteurs sociaux (29,2%), l'essentiel des ressources étant affecté au secteur de l'éducation et aux interventions de lutte contre la pauvreté ; (ii) le transport (22,2%) ; (iii) l'agriculture et le développement rural (21,3%) ; (iv) l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement avec 17,7%, sur lesquels environ 12 points de pourcentage ont été utilisés pour appuyer l'Initiative sur l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural (IAEAR) ; (v) les interventions multisectorielles, surtout dans le domaine du renforcement des capacités institutionnelles et de la gouvernance. L'approbation des dons pour les opérations multinationales représentera environ 42,3% de l'ensemble de l'allocation multinationale ; ces dons sont principalement orientés sur les activités de renforcement des capacités des communautés économiques régionales telles que la SADC, le COMESA, l'UEMOA et le Bassin du lac Tchad ainsi que sur le développement d'un cadre stratégique pour le volet infrastructure du NEPAD.

### • Opérations à l'appui de réformes

2.11 A la fin décembre 2006, les opérations multisectorielles<sup>7</sup> financées par le Fonds, notamment les interventions à l'appui de réformes, atteindront 418,4 millions d'UC, soit environ 18,8% de l'ensemble des approbations. Le schéma 2.1 ci-dessous représente la répartition par sous-secteur des approbations multisectorielles projetées. La part des opérations à l'appui de réformes, qui représente environ 12,2% de l'ensemble des approbations du FAD, se situe donc bien en dessous du plafond de 25% autorisé au titre de la reconstitution du FAD-X. Environ les trois quarts de cette part sont réservés à l'appui budgétaire pour la mise en œuvre des programmes de stratégie de réduction de la pauvreté dans les pays aux normes fiduciaires relativement solides, notamment Madagascar, la

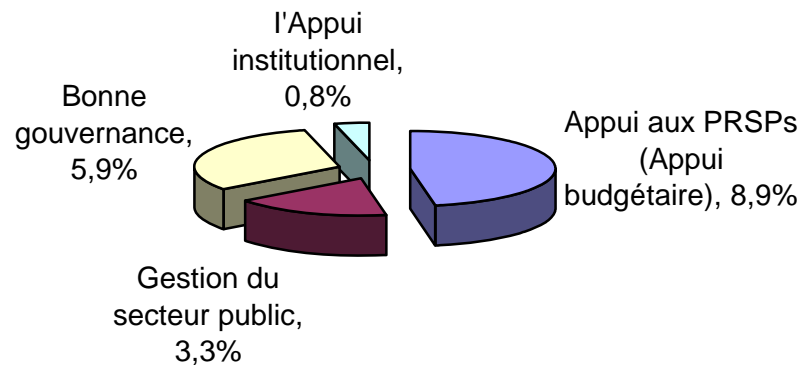
<sup>5</sup> Rappelons, toutefois, que tout don approuvé qui proviendra de ces 80 millions d'UC (pour un pays bénéficiant uniquement de prêts) et qui sera utilisé pour le financement d'assistance technique, sera déduit en amont de l'allocation de prêt du pays.

<sup>6</sup> Si le plafond a été fixé à 20%, les pays en situation de post-conflit bénéficiant d'une procédure bien engagée de règlement de leurs arriérés peuvent accéder à un montant atteignant jusqu'à 50% de leur allocation en dons pour l'assistance technique.

<sup>7</sup> Les opérations classées dans la catégorie « multisectorielle » comprennent des interventions d'ajustement structurel et sectoriel, des projets et programmes d'appui à la gouvernance, l'appui budgétaire pour la mise en œuvre des PSRP et les opérations d'appui institutionnel pour le renforcement des capacités.

Tanzanie, le Bénin, le Burkina Faso et le Ghana. Conformément aux directives, le Fonds a fourni aux pays membres régionaux un appui budgétaire de développement approuvé par le Conseil d'administration en 2004 sous réserve de conditions préalables, notamment des contrôles fiduciaires. La participation du Fonds à l'aide aux pays par ces opérations d'appui budgétaire de développement n'a pas connu de difficulté particulière. Le quart restant des ressources engagées pour le financement d'opérations à l'appui de réformes a permis de financer les opérations d'ajustement structurel, essentiellement sous forme de débours rapide en appui à la balance des paiements ou destinés à favoriser la relance économique dans les pays bénéficiaires. Le reste des opérations multisectorielles comprend les interventions de renforcement des capacités institutionnelles (0,8%) et d'appui à la gouvernance (5,9%), qui sont également essentielles aux pays s'efforçant de créer un climat favorable aux investissements.

**Fig. 2.1 - Répartition des opérations multisectorielles**



- **Opérations multinationales**

2.12 Fin décembre 2006, le Fonds devrait avoir approuvé le financement d'opérations multinationales atteignant environ 422,441 millions d'UC, soit 79,5% de la totalité de l'allocation multinationale. Cette somme représente environ 12,3% de l'allocation totale du FAD-X pour les opérations ; la limite de 15% définie dans l'allocation des ressources du FAD-X par utilisation finale est donc respectée. La répartition des approbations relevant de l'allocation multinationale reflète l'évolution de la demande en faveur d'un financement de l'intégration régionale constatée ces derniers temps par le Fonds. Environ 62,8% des ressources multinationales ont financé des infrastructures régionales dans les domaines du transport, de l'approvisionnement en électricité et de la gestion intégrée des ressources en eau. Environ 20% ont appuyé des programmes d'agriculture et de développement rural, notamment pour apporter une réponse régionale aux problèmes d'épizooties transfrontalières. Environ 14,2% ont été alloués au secteur social, le solde ayant appuyé des réformes sur l'approvisionnement dans deux communautés économiques régionales et une initiative de développement régional.

2.13 Après l'approbation de ces opérations, d'ici à la fin décembre 2006, le solde des ressources multinationales disponibles pour 2007 atteindra environ 108,56 millions d'UC. En comparaison, la demande d'opérations multinationales exprimée atteint plus de 750 millions d'UC. Le Fonds sera donc confronté à des contraintes de ressources au cours de la dernière année du cycle de reconstitution du FAD-X. Il a fallu, par conséquent, être particulièrement sélectif dans la préparation du portefeuille des opérations multinationales pour 2007, qui ne couvrira pas plus de deux secteurs.

### **3. MISE EN ŒUVRE DES PRIORITÉS OPÉRATIONNELLES DU FAD-X**

3.1 Les domaines de priorité sur lesquels se sont accordés les plénipotentiaires et le Groupe de la Banque dans le cadre du cycle de reconstitution du FAD-X sont énoncés dans les directives de la politique de financement du FAD-X. Dans l'ensemble, ces priorités opérationnelles suivent les tendances observées depuis le FAD-VIII. La majorité des ressources du FAD-X doivent donc être allouées aux domaines prioritaires choisis, essentiels au développement des pays d'Afrique à faibles revenus et pour lesquels le Fonds a accumulé une expérience et une expertise précieuses, notamment dans les infrastructures et plus particulièrement : approvisionnement en eau potable et assainissement en zone rurale ; agriculture et développement rural ; valorisation du capital humain ; développement du secteur privé ; bonne gouvernance ; coopération et intégration économiques régionales. Le Fonds prévoit aussi d'aider les pays en situation de post-conflit et de mener des initiatives transversales de développement durable dans les domaines du renforcement des capacités, de la prise en compte des questions de genre et de la protection de l'environnement. La nouvelle génération de PSP a limité les interventions du Fonds à un nombre restreint de groupes de services prioritaires. Ces groupes prioritaires ou piliers se conforment aux PSRP des pays. A l'échelon opérationnel, des efforts ont été déployés pour lier les projets et programmes à financer dans le cadre du FAD-X aux piliers des PSP. La section suivante s'intéresse à la conformité des opérations financées aux directives de la politique de financement du FAD-X.

**Tableau 3.1 : Répartition des approbations du FAD-X par secteur pour la période juillet 2005-fin 2006**  
(en millions d'UC, sauf indication contraire)

Secteur	Montant		Montant			
	Prêts	%	Dons	%	Total	%
<b>Agriculture et développement rural</b>	218,764	16,6%	193,6	21,3%	412,3	18,5%
<b>Infrastructures</b>	624,7	47,4%	363,8	40,1%	988,5	44,4%
- <b>Transports</b>	341,7	25,9%	201,1	22,2%	542,8	24,4%
- <b>Eau et assainissement</b>	176,7	13,4%	160,2	17,7%	336,9	15,1%
Initiative rurale / eau et assainissement	121,0	9,2%	107,6	11,9%	228,6	10,3%
Autres opérations d'eau	46,0	3,5%	56,0	6,2%	102,0	4,6%
- <b>Electricité</b>	106,3	8,1%	2,6	0,3%	108,9	4,9%
- <b>Communication</b>	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%
<b>Finances</b>	-	0,0%	0,3	0,0%	0,3	0,0%
<b>Social</b>	140,0	10,6%	264,9	29,2%	404,9	18,2%
Education	30,0	2,3%	94,0	10,4%	124,0	5,6%
Santé	85,0	6,5%	62,0	6,8%	147,0	6,6%
Social, autre	25,0	1,9%	108,9	12,0%	133,9	6,0%
<b>Multisectoriel</b>	334,3	25,4%	84,2	9,3%	418,4	18,8%
Appui aux PSRP (appui budgétaire)	192,3	14,6%	5,9	0,6%	198,1	8,9%
Gestion secteur public	53,0	4,0%	19,7	2,2%	72,7	3,3%
Bonne gouvernance	89,0	6,8%	41,8	4,6%	130,8	5,9%
Support institutionnel	-	0,0%	16,8	1,8%	16,8	0,8%
<b>TOTAL</b>	<b>1 317,70</b>	<b>100%</b>	<b>906,80</b>	<b>100%</b>	<b>2 224,50</b>	<b>100%</b>

#### a) Mise en œuvre globale

3.2 Le tableau 3.1 ci-dessus présente la répartition par secteur des priorités financées dans le cadre du programme FAD-X pour la période allant de juillet 2005 à la fin décembre 2006. Comme le montrent le tableau 3.1 et le schéma 1 ci-dessous, l'aide du Fonds s'est concentrée sur un nombre limité de domaines prioritaires, essentiels à la stimulation de la croissance économique et à la réduction de la pauvreté, à savoir le transport (24,4%), l'approche multisectorielle (18,8%), l'agriculture et le développement rural (18,5%), les secteurs sociaux (18,2%) et l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement (15,1%).

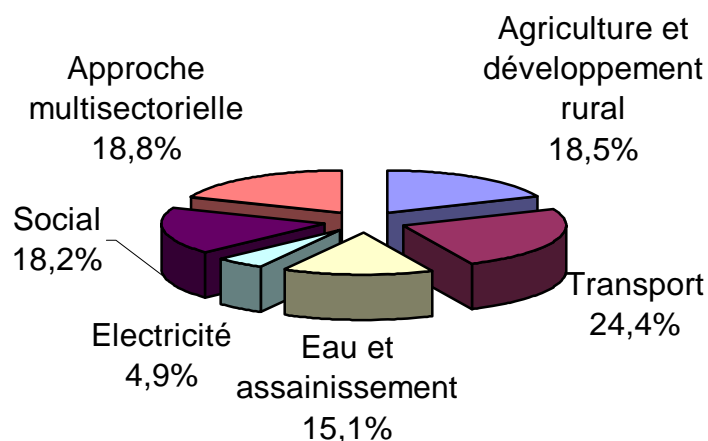
#### b) Réalisations par secteur

##### • Développement des infrastructures

3.3 Conformément aux tendances observées depuis le FAD-IX, le domaine d'intervention prioritaire du Fonds est le développement des infrastructures, notamment le financement de projets et de programmes de transport, d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, et d'électricité. La part des infrastructures dans les approbations du FAD-X s'est accrue, comparée aux reconstitutions antérieures, puisqu'elle représente désormais environ 44,4% de l'ensemble des opérations approuvées au cours de la période examinée. Les opérations de transport, qui bénéficient de la plus large part, se concentrent dans le sous-secteur des routes. Ces projets sont essentiels aux pays du FAD qui doivent faciliter la mobilité de leur population ainsi que l'accès aux infrastructures socio-économiques. Les corridors routiers internationaux ont aussi fait l'objet d'une attention particulière, en harmonie avec l'orientation stratégique du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Les opérations qui concernent l'eau ont surtout servi à accélérer la mise en œuvre de l'Initiative sur l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural.

(IAEAR), et les approbations dans le secteur de l'électricité ont été consacrées à la promotion de l'accès universel à l'électricité.

**Fig. 3.1 - Répartition des approbations FAD-X par secteur pour la période juillet 2005-décembre 2006**



- **Agriculture et développement rural**

3.4 L'agriculture et le développement rural restent l'une des grandes priorités des pays éligibles au financement du FAD, leurs populations vivant principalement en zone rurale, malgré un taux d'urbanisation élevé. Les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des populations rurales reposent surtout sur les activités agricoles. Avec une proportion des ressources du FAD-X engagées à ce jour de 18,5%, l'agriculture et le développement rural restent parmi les grands secteurs prioritaires de la seconde moitié de la Dixième reconstitution. Globalement, l'aide apportée par le Fonds dans le secteur agricole suit les directives de la politique de financement du FAD-X et se concentre sur un nombre limité de grandes interventions. Une partie des ressources est consacrée au redressement du secteur agricole dans certains pays émergeant de conflits internes.

3.5 Le Fonds a appuyé la promotion du développement rural intégré par des interventions en Angola, au Burkina Faso, au Ghana, au Mali et au Rwanda, mais aussi des projets de développement communautaires, comme par exemple dans les régions de Koulikoro et de Kayes (Mali), et de Kimira-Oluch (Kenya). L'élevage est un domaine prioritaire, avec deux interventions multinationales d'envergure, l'une visant à répondre au problème des épizooties transfrontalières dans la région de la SADC et à améliorer la gestion des ruminants en Afrique de l'Ouest, l'autre étant une opération rurale à Sao Tome & Principe. Le développement de la pêche a également été financé, notamment par une assistance à l'échelle communautaire à Madagascar, en République démocratique du Congo et au Tchad. Le développement de plans d'irrigation et l'aide à la gestion des ressources en eau destinée à l'agriculture sont à l'origine d'un petit nombre de projets financés au Malawi et au Niger. En dépit de la faible demande d'opérations de foresterie, le financement d'un grand projet de gestion des ressources forestières au Bénin a été approuvé.



- **Valorisation du capital humain**

3.6 L'importance de la valorisation du capital humain est soulignée par le fait que cinq ODM sur huit découlent de cet objectif. C'est pourquoi les directives de la politique de financement du FAD-X exigent qu'une attention particulière soit apportée aux secteurs sociaux, à savoir l'éducation, la santé et autres efforts de réduction de la pauvreté en faveur des populations les plus vulnérables. Avec des engagements s'élevant à 404,9 millions d'UC, soit 18,2% des approbations totales du FAD-X, le Fonds a accordé à la valorisation du capital humain une priorité très élevée. Depuis l'entrée en vigueur du FAD-X, environ 5,6% de ses financements ont été alloués à des interventions dans le secteur de l'éducation pour appuyer les objectifs suivants : renforcement de l'accès à l'éducation de base en Guinée ; développement de l'apprentissage à distance dans la région du SADC ; apprentissage et formation professionnelle au Nigeria ; éducation post-primaire et secondaire en Ouganda et au Malawi et développement de l'enseignement supérieur dans la zone de l'UEMOA.

3.7 Les approbations dans le secteur de la santé (6,6% du total des approbations du FAD-X) concernent surtout l'accès aux services de santé de base, comme par exemple dans les zones rurales du Malawi et du Burkina Faso, ou dans des régions de la Sierra Leone. La lutte contre les maladies transmissibles, notamment la pandémie du VIH/sida, a également été appuyée par des interventions multinationales telles que l'Initiative du Bassin du lac Tchad et le programme VIH/sida et tuberculose de la SADC.

3.8 Le Fonds a aussi engagé des ressources (6% du total des approbations du FAD-X) en faveur d'une émancipation économique des groupes vulnérables. Citons par exemple la réinsertion socio-économique des groupes défavorisés en RDC, l'entrepreneuriat féminin et l'acquisition de compétences dans le domaine de la sécurité alimentaire (projet pilote) au Mozambique, ainsi que la réduction de la pauvreté urbaine et la décentralisation au Ghana. Dans l'ensemble, l'appui du Fonds à ces secteurs est conforme aux recommandations des plénipotentiaires du FAD-X.

- **Alimentation en eau et assainissement en milieu rural**

3.9 L'Afrique est très en retard par rapport aux objectifs de développement du millénaire (ODM), fixés à l'horizon 2015, en ce qui concerne l'accès aux services d'eau potable et l'assainissement, notamment en zone rurale. En 2003, le Groupe de la Banque a pris la tête de l'Initiative sur l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural (IAEAR) en vue d'accélérer les progrès vers ces objectifs, et il a entrepris de mobiliser l'appui de la communauté des bailleurs de fonds. Dans ce contexte, le FAD s'est engagé à fournir jusqu'à 30% des ressources requises par l'Initiative. La revue des approbations du FAD-X dans le secteur de l'eau montre qu'environ 68% des financements du secteur, soit quelque 10,3 % de la totalité des approbations du FAD, appuient la mise en œuvre et/ou la préparation de projets dans le cadre de l'Initiative IAEAR en Éthiopie, en Ouganda, au Tchad, au Sénégal, en Guinée et en Tanzanie. Outre cette initiative, un financement a aussi été octroyé au Burundi pour la réhabilitation et l'expansion de son infrastructure rurale d'approvisionnement en eau et d'assainissement affectée par le récent conflit. Toutefois, d'après les projections actuelles, le Fonds ne satisfera pas les engagements pris dans le cadre de l'initiative IAEAR. Les approbations cumulées devraient s'élever à un total d'environ 396 millions, soit 13,8% seulement de l'ensemble de l'allocation du FAD aux pays. Ce pourcentage est faible comparé

aux 30% autorisés lors des négociations de reconstitution du FAD-X. Des efforts supplémentaires devront donc être déployés au cours du prochain cycle de reconstitution du FAD pour élever les contributions du Fonds au programme IAEAR.

- **Développement du secteur privé**

3.10 La participation du Fonds au développement du secteur privé est principalement fondée sur (i) des réformes macroéconomiques et institutionnelles favorables à l'établissement d'un cadre juridique et réglementaire plus adapté et devant améliorer le climat d'investissement et (ii) l'aide aux petites et moyennes entreprises (PME). Dans le cadre du FAD-X, l'appui au développement du secteur privé porte essentiellement sur des réformes, moyennant des interventions dans des programmes d'ajustement, qui visent à lever les barrières juridiques et réglementaires, et donc à améliorer le climat commercial. Par exemple, citons les interventions du Fonds dans les programmes d'ajustement structurels, PAS IV au Mali et PAS V au Niger. Deux projets multinationaux de renforcement des passations de marchés publics devraient aussi encourager la participation du secteur privé sur les marchés du COMESA et de l'UEMOA.

- **Bonne gouvernance**

3.11 Le Fonds doit jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la bonne gouvernance. Des engagements plus importants ont été pris dans ce domaine pour améliorer, entre autres, le climat d'investissement et le rendre plus attractif aux yeux des investisseurs nationaux et étrangers. Une participation plus active du Fonds à la bonne gouvernance contribuera au développement du secteur privé tout en améliorant la gestion des ressources publiques. Environ 6% des financements au titre du FAD-X ont appuyé des opérations de bonne gouvernance, principalement sous forme de projets et programmes d'appui institutionnel. Dans certains pays, ils ont concerné des organismes publics particuliers, comme par exemple les institutions de contrôle budgétaire au Bénin, ou le renforcement des capacités, au Tchad et au Kenya. Des pays en situation d'arriérés chroniques ont aussi été aidés à améliorer leur gouvernance, et donc à renouer avec la communauté des bailleurs de fonds. Ces pays sont la République centrafricaine et le Togo, avec lesquels le Groupe de la Banque intensifie actuellement le dialogue.

- **Assistance post-conflit**

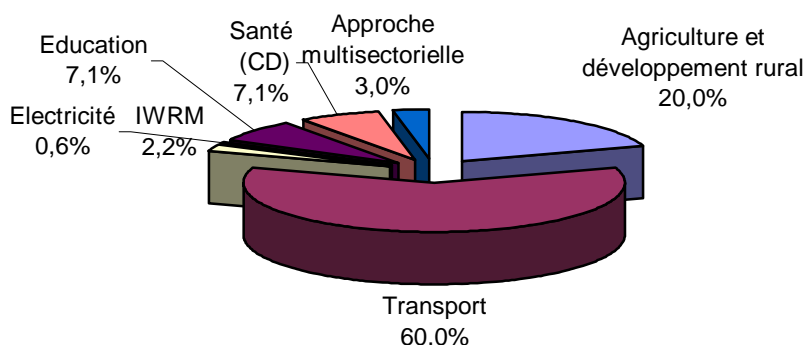
3.12 Ces dernières années, l'aide du Fonds aux pays membres régionaux (PMR) émergeant d'un conflit s'inscrit dans le cadre de programmes acceptés par la communauté internationale, en étroite collaboration avec les institutions de Bretton Woods ; elle se concentre principalement sur la réinsertion socio-économique, la réhabilitation des infrastructures sociales et économiques de base et la promotion de la bonne gouvernance. Au cours de la période examinée, le Fonds a fourni un appui exceptionnel au programme de réinsertion des groupes vulnérables en République du Congo. Le Fonds a aussi octroyé un don à la Sierra Leone dans le cadre du Programme de redressement et de redémarrage économique (PRRE), poursuivant ainsi les efforts de reconstruction lancés il y a quelques années. Le Fonds a aussi examiné des offres d'appui institutionnel dans certains pays directement affectés par des conflits tels que le Libéria et le Soudan. A l'exception des 41,3 millions d'UC octroyés au Burundi et à la République du Congo et provenant d'une avance autorisée au titre du FAD-IX, aucun apurement d'arriérés n'a été approuvé dans le cadre de la Facilité post-conflit sur la période. Dans l'intervalle, des propositions d'aide à

l'apurement des arriérés sont bien engagées avec la République centrafricaine et le Libéria. De plus, une stratégie d'engagement amélioré dans les pays vulnérables est actuellement en cours de préparation.

- **Coopération et intégration économiques au niveau régional**

3.13 La coopération et l'intégration économiques au niveau régional sont un domaine prioritaire dans lequel le Fonds a été prié de jouer un rôle clé depuis la reconstitution du FAD-VIII. Ces dernières années, cette tendance s'est accentuée avec le lancement de l'Initiative du NEPAD pour laquelle les chefs d'État et de gouvernement ont désigné le Groupe de la Banque comme chef de file dans les secteurs des infrastructures régionales, des normes bancaires et de financement. Depuis le FAD-VIII, l'allocation multinationale a énormément contribué à faire progresser les initiatives régionales, notamment lors du démarrage du programme de développement des infrastructures du NEPAD, et a appuyé le Programme de comparaison internationale (PCI). Par ailleurs, la demande croissante d'appui aux opérations multinationales a elle aussi incité les plénipotentiaires à porter à 15% de la capacité totale d'engagement du FAD-X les capacités consacrées à l'intégration régionale afin de permettre au Fonds d'intervenir à une plus grande échelle.

**Fig. 3.2 - Répartition des engagements multinationaux par secteur pour la période juillet 2005 - fin 2006**



3.14 Avec un engagement total de 422,441 millions d'UC à la fin décembre 2006, l'utilisation des ressources multinationales continuera à s'aligner sur les directives des plénipotentiaires, puisque ce montant représentera environ 12,6% des ressources totales du FAD pour le financement des opérations, et restera en dessous du plafond de 15% prévu par les directives de la politique de financement du FAD-X. Les approbations multinationales cumulées à la fin décembre 2006 représentent environ 80% de l'allocation multinationale totale, qui s'élève à quelque 531 millions d'UC. L'examen du reliquat du programme de travail pour 2006 révèle toutefois que la demande de financement international au titre du FAD-X reste très élevée. Par conséquent, d'ici à la fin décembre 2006, le traitement normal des offres multinationales en réserve du FAD épuiera l'essentiel des ressources affectées aux

opérations d'intégration régionale, entraînant inévitablement un manque de ressources par rapport aux réserves de projets multinationaux dont la demande ne cesse de croître dans les pays FAD, surtout du fait de l'Initiative du NEPAD.

3.15 Le schéma 3.2 ci-dessus montre la répartition par secteur des engagements multinationaux du FAD-X par secteur pour la période allant de juillet 2005 à la fin de décembre 2006. Conformément à la tendance récente du portefeuille multinational du Groupe de la Banque, la plupart des ressources engagées (62,8%) ont été allouées au développement de réseaux d'infrastructures transfrontalières, principalement au secteur des transports (60%), avec une contribution importante à un grand corridor de transport routier reliant la ville de Bamako (Mali) au port maritime de Dakar (Sénégal), ainsi qu'au corridor reliant Kigali (Rwanda) à Bujumbura (Burundi). De plus, des ressources complémentaires devront être engagées dans la préparation du cadre stratégique à moyen et long terme (CSMLT) pour le développement des infrastructures en Afrique. Ce cadre vise principalement à accélérer la mise en œuvre du Plan d'action à court terme du NEPAD et simultanément à offrir un cadre de développement durable. Le reliquat de 2,8% des engagements d'infrastructures a été alloué au secteur de la gestion régionale des ressources en eau ainsi qu'à la préparation d'un projet de transport d'électricité dans le cadre de l'Initiative du Bassin du Nil.

3.16 La part de l'agriculture et du développement occupe la seconde place, avec 20% des engagements. Il s'agit, principalement de s'attaquer aux problèmes d'élevage exigeant une solution multinationale, notamment dans le cadre du contrôle et de la surveillance des épizooties transfrontalières par la SADC et du projet ouest-africain de gestion durable des ruminants dans quatre pays : Gambie, Guinée, Mali et Sénégal. En troisième place (14,2%) viennent les secteurs sociaux dont la part est distribuée à égalité entre l'éducation (renforcement des capacités d'apprentissage à distance dans les pays de la SADC et développement de l'enseignement supérieur dans la zone de l'UEMOA) et la lutte contre les maladies transmissibles telles que la tuberculose et le VIH/sida dans le bassin du lac Tchad et la région de la SADC. Le reliquat de 3% a servi à soutenir de nouvelles réformes de passation des marchés dans les zones du COMESA et de l'UEMOA en vue d'accélérer la participation du secteur privé local à l'économie régionale et de soutenir l'initiative AFRITAC.

- **Intégration des questions transversales**

3.17 Conformément aux directives de la politique de financement du FAD-X, le Fonds doit accorder une priorité élevée à l'intégration des questions transversales telles que le renforcement des capacités dans les organisations nationales et régionales, l'appui au développement de systèmes nationaux de statistiques, la promotion de l'égalité des genres, principalement par l'autonomisation économique des femmes, et la promotion de la protection de l'environnement, en portant une attention particulière à la durabilité des moyens de subsistance des populations rurales défavorisées reposant sur les ressources naturelles.

3.18 **Renforcement des capacités** – Les approbations du Fonds pour la période allant de juillet 2005 à la fin décembre 2006, qui incluent des volets et/ou des activités de renforcement des capacités, reflètent l'intensification des efforts du Fonds en la matière. Dans la plupart des opérations réalisées dans les secteurs sociaux (cinq dans l'éducation, dont une multinationale portant sur le renforcement des capacités de la SADC en matière d'apprentissage ouvert et à distance (ODL), et deux dans la santé), le volet de renforcement des capacités absorbe une partie des ressources. Dans le secteur agricole, la plupart des projets communautaires, tels que l'appui aux pêcheurs de Madagascar ou le projet d'appui au

développement communautaire des régions de Kayes et de Koulikoro (Mali) comprennent d'importants volets de renforcement des capacités qui visent à assurer la durabilité des investissements. Dans le secteur des transports, des volets de renforcement des capacités ont également été inclus lorsqu'ils étaient essentiels à la viabilité des investissements de projets. C'est le cas en Sierra Leone, où l'étude portant sur la route Matotoka – Sefadu a été doublée d'un appui institutionnel pour aider le secteur national des transports à récupérer les capacités perdues lors de la période d'instabilité politique. Dans le cas du projet multinational Kati-Kita-Saraya-Kedougou Mali-Sénégal, un appui institutionnel a également été fourni à l'UEMOA pour lui permettre de créer et de gérer un système facilitant de transport en commun dans le corridor Bamako–Dakar. L'aide du Fonds en matière de gouvernance est surtout destinée à établir ou renforcer des capacités de gestion des ressources publiques nationales, à créer un environnement attractif aux yeux des investisseurs et à mettre en œuvre de grandes réformes de gouvernance telles que la décentralisation.

**3.19 *Prise en compte des questions de genre*** – À l'exception d'une unique opération de promotion de l'entrepreneuriat féminin et de développement des compétences des femmes en matière de sécurité alimentaire, la parité des genres a généralement été traitée comme une question transversale aux projets et programmes. Il est toutefois reconnu que la plupart des projets amélioreront nettement la situation des groupes vulnérables, notamment des femmes. Par exemple, tous les projets de l'IAEAR réduiront la charge de travail des femmes qui vont chercher de l'eau potable. Des projets sociaux tels que la réinsertion socio-économique des groupes défavorisés au Congo ou la réduction de la pauvreté urbaine et la décentralisation au Ghana contribueront aussi à la parité des genres en conférant un pouvoir économique aux populations vulnérables. De même, le projet GOWE2 sur l'entrepreneuriat féminin, qui s'appuie sur la microfinance, devrait permettre l'émancipation des femmes à faibles revenus en leur donnant accès au crédit.

**3.20 *Protection de l'environnement*** – Conformément aux règles de procédure du Groupe de la Banque, tous les projets financés au titre du FAD-X se sont vus attribuer une catégorie environnementale. Le cas échéant, les projets comprennent un plan d'action environnementale visant à atténuer les éventuels impacts négatifs de leur mise en œuvre sur le plan environnemental et social. On attend par contre de certaines opérations qu'elles aient un impact positif sur l'environnement. C'est par exemple le cas du projet d'amélioration du réseau d'assainissement d'Accra, des opérations IAEAR et du projet de gestion communale de la forêt au Bénin.

## **4. AUTRES ACTIVITÉS – SOUTIEN NON OPÉRATIONNEL**

**4.1** Les projets et programmes proposés pour un financement au titre du FAD-X comprennent également des activités de soutien à caractère non opérationnel. Ces activités ont pour objet de créer un environnement permettant de fournir une assistance parfaitement organisée. Bien que les procédures et méthodes internes du Fonds n'aient pas encore atteint le niveau souhaité, des progrès considérables ont été accomplis dans ce domaine grâce à la mise en œuvre du Plan d'action visant à améliorer les opérations du FAD et toute l'aide du Groupe de la Banque. Les progrès accomplis sont présentés en détail dans un rapport spécifique de revue à mi-parcours<sup>8</sup>. La présente section est consacrée aux activités mises en œuvre pendant

---

<sup>8</sup> Pour de plus amples informations, veuillez vous référer au Rapport de revue à mi-parcours du FAD-X incorporé au « Plan d'action pour améliorer l'exécution des opérations du FAD ».

la période étudiée. Nous examinerons la préparation des documents de stratégie par pays (DSP) utilisés pour planifier les interventions du FAD, les initiatives prises pour améliorer la gestion du portefeuille du Groupe de la Banque, la préparation des politiques et directives, les études économiques et sectorielles (EES) et les mesures prises pour généraliser la mise en œuvre du Plan d'action pour l'harmonisation, l'alignement et la gestion axée sur les résultats.

#### **a) Préparation des DSP et sélectivité**

4.2 Pour chaque pays éligible au FAD, le Groupe de la Banque a élaboré un DSP axé sur les résultats dont les piliers correspondent aux priorités définies dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Conformément à la politique de transparence de la Banque, ces DSP et la version préliminaire des projets ont été remis aux parties prenantes, afin d'intégrer leurs remarques et leurs suggestions dans les documents définitifs. L'élaboration des politiques et des opérations s'est généralement déroulée elle aussi dans le cadre de consultations approfondies des bénéficiaires, notamment sous la forme de missions de dialogue ayant pour objet de valider les orientations stratégiques de l'assistance proposée par la Banque à chaque pays concerné. En outre, le Groupe de la Banque a renforcé sa participation à la préparation des stratégies d'aide conjointe (SAC) dans le cadre de ses bureaux sur le terrain, afin de renforcer encore l'appropriation par les pays. La démarche des SAC favorise l'harmonisation, la création de synergies et la mise en œuvre conjointe des projets et des programmes conformément aux stratégies de développement des pays, sous la conduite de chaque pays concerné. Durant la période examinée, le Groupe de la Banque a lancé la préparation de 29 DSP et de quatre stratégies d'aide régionale (SAR). Il a par ailleurs participé, en collaboration avec d'autres partenaires à l'élaboration de trois stratégies d'aide conjointe (SAC) concernant l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie. Enfin, le Groupe de la Banque a participé à deux démarches d'harmonisation, en Éthiopie et au Mozambique.

4.3 La sélectivité des interventions du Fonds dans le cadre des DSP a été renforcée en maintenant dans une fourchette de 1 à 3 au maximum le nombre de piliers dans les DSRP. Les départements des opérations pays poursuivent leurs efforts pour accroître la sélectivité en retenant des projets plus ambitieux et en réduisant le nombre de piliers, de façon à se limiter à deux piliers dans le cas des pays dont les allocations FAD sont moyennes et à un seul pilier dans le cas des pays disposant d'une petite allocation. Toutefois, s'il a été facile de réduire le nombre de domaines stratégiques retenus dans les DSP, le renforcement de la sélectivité reste difficile à mettre en œuvre au niveau des interventions du Fonds. En effet, les pays sont confrontés à de nombreux défis, qui se traduisent par des demandes d'assistance très diverses. Le Groupe de la Banque s'est réuni à de nombreuses reprises avec ses partenaires multilatéraux et bilatéraux afin d'examiner les cadres actuels de coopération. Ces consultations ont permis de définir des bases d'harmonisation et de complémentarité, et d'améliorer la division des tâches en fonction des forces respectives. Le Groupe de la Banque développe par ailleurs ses propres capacités dans des domaines spécifiques par la mise en œuvre d'initiatives clés, par exemple dans le secteur de l'eau. On notera également le développement des études économiques et sectorielles. Dans la durée, ces approches contribueront à renforcer la sélectivité des opérations du Fonds. La démarche récente visant à développer un pipeline de projets crédibles renouvelés sur une base triennale constituera également un levier de sélectivité.

#### **b) Gestion du portefeuille**

4.4 Durant la période examinée, le Groupe de la Banque a entrepris une action visant à améliorer la gestion et la supervision de son portefeuille. L'exercice d'assainissement du portefeuille est guidé par les conclusions de la revue annuelle de la performance du portefeuille (RAPP) et par un examen approfondi du portefeuille actuel, effectué par la direction. Cette évaluation a mis en évidence la nécessité d'une gestion plus active, efficace et systématique du portefeuille. La direction a donc décidé de procéder à un assainissement en profondeur du portefeuille. Les objectifs de cette démarche sont les suivants : (i) annuler les opérations non performantes ; (ii) recouvrer les fonds résiduels des projets quasiment clôturés ; (iii) éliminer les commissions d'engagement pouvant exister sur les soldes résiduels ; (iv) veiller à la mise à jour complète et exhaustive des informations et données relatives aux opérations en cours dans le système SAP. Ce processus d'assainissement du portefeuille continuera en 2007, en tenant compte des résultats de la RAPP 2005. En parallèle, des mesures ont été prises pour réduire le niveau actuel des ressources non distribuées et pour porter le taux moyen de décaissement à 25 % au minimum. Le Groupe de la Banque a revu son format de supervision et renforcé ses méthodes d'évaluation de la qualité par contrôle. Des ressources suffisantes ont été attribuées pour permettre à la Banque de tenir ses engagements en termes de taux moyen de supervision par projet en cours, grâce notamment à un renforcement de notre présence sur le terrain. L'objectif de 1,5 supervision par opération et par projet durant la période sous revue devrait être atteint. Des mesures ont également été prises pour traiter en 2007 les rapports d'achèvement de projet (RAP) et les rapports d'audit (RA) en retard.

### **c) Préparation des politiques et procédures**

4.5 Lors des deux derniers cycles de reconstitution des ressources du FAD (FAD-VIII et FAD-IX), le Groupe de la Banque a élaboré de nombreuses procédures et directives. En ce qui concerne le FAD-X, on notera le développement et la diffusion d'un nouveau format de DSP annoté axé sur les résultats. Ce format a été utilisé pour la rédaction des nouvelles stratégies pays du FAD. Les travaux réalisés en matière de procédures opérationnelles ont également porté sur les points suivants : (i) directives de financement du FAD-X et proposition d'éligibilité aux ressources en dons du FAD-X pour l'assistance technique ; (ii) politique, directives et stratégie de mise en œuvre en matière de microfinance ; (iii) mise à jour des directives de gestion/analyse financière des projets ; (iv) révision de la politique de développement urbain et stratégie de développement urbain intégré ; (v) stratégie en matière d'appui aux pays fragiles ; (vi) directives en matière de financement des opérations multinationales ; (vii) proposition visant à offrir un choix de monnaies aux pays du FAD.

4.6 De nombreux formats ont été élaborés dans le domaine de l'assurance qualité (qualité ex ante, qualité par supervision, liste de vérification du rapport d'évaluation, etc.). Après la mise en place de la nouvelle structure d'organisation des opérations du Groupe de la Banque, la direction a entrepris de réviser les procédures et processus opérationnels. Parmi les autres activités lancées récemment pour accroître l'impact des opérations du FAD sur le développement, on notera la réorganisation du secteur Énergie du Groupe de la Banque, avec notamment l'élaboration d'une stratégie des énergies renouvelables, l'élaboration d'une politique foncière et des documents de stratégie sur le développement des infrastructures, l'éducation supérieure, les sciences et les technologies. Des actions ont également été entreprises dans les domaines de la gestion axée sur les résultats (GAR) et du suivi-évaluation de la contribution du Fonds aux objectifs de développement pays : le cadre d'évaluation des résultats a été mis à jour en collaboration avec l'IDA et la stratégie GAR du Groupe de la

Banque a été menée à bien. Elle avait été lancée durant le cycle FAD-IX de reconstitution des ressources.

#### **d) Études économiques et sectorielles**

4.7 Durant la période 2005-2006, des EES ont été effectuées afin d'enrichir le référentiel de conception des stratégies du Fonds au niveau pays et de développer un pipeline de projets et de programmes. Les domaines traités comprennent la gouvernance, le développement du secteur privé, les questions de genre, les infrastructures, la finance et l'agriculture. Des efforts importants ont été faits dans le domaine des EES concernant la gouvernance, compte tenu du rôle confié au Fonds dans ce secteur critique. Des profils de gouvernance ont été élaborés pour 17 pays du Fonds. Dans le domaine des études sectorielles concernant le développement du secteur privé, on notera l'élaboration de profils pays pour le secteur privé, les programmes d'appui à l'ajustement sectoriel et les évaluations au niveau multinational et national dans le domaine du soutien à l'entrepreneuriat féminin. Parmi les EES sur le secteur privé, des études multinationales ont aussi été effectuées dans les domaines des transferts d'argent des expatriés, des flux migratoires de travailleurs, de l'héritage culturel et de l'industrie gazière et pétrolière. On signalera également une étude nationale de faisabilité d'un environnement réglementaire pour le développement des infrastructures.

4.8 Dans le domaine des infrastructures, pour les pays du FAD, quatre revues ont été réalisées dans le secteur de l'énergie et une étude a été lancée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au cours de l'année 2005. Des revues du secteur du transport ont été lancées en 2006 dans quatre pays lusophones. On note également une augmentation de l'activité concernant les revues du secteur agricole : neuf revues ont été lancées en 2006 contre une seule en 2005. La Banque a également entrepris des EES dans le secteur social : impact de la décentralisation sur le développement social, maintenance de l'infrastructure sociale, question des orphelins du VIH/sida. Outre une série d'autres revues financières et études économiques, le Groupe de la Banque a continué à collaborer avec la Banque mondiale dans les domaines de l'évaluation de la responsabilité financière des pays (CFAA), du cadre de dépenses à moyen terme (MTEF) et de la revue des dépenses publiques (RDP) dans les pays du FAD.

#### **e) Harmonisation, alignement et gestion axée sur les résultats**

4.9 En tant que signataire des déclarations de Rome et de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, le Groupe de la Banque a pris des mesures au niveau des pays et au niveau interne afin de mettre en œuvre la démarche d'harmonisation, d'alignement et de gestion axée sur les résultats (HA&GAR). Outre son rôle de promoteur des ateliers régionaux sur la déclaration de Paris en Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Nord, le Groupe de la Banque a également préparé un plan d'action HA&GAR dont la mise en œuvre est en cours. Avec d'autres bailleurs de fonds, le Groupe de la Banque a participé à la préparation des stratégies d'aide conjointe (SAC), à la préparation et au financement des programmes d'approche sectorielle (SWAp) et d'appui budgétaire, conformément aux directives approuvées par le Conseil d'administration en 2004. Au niveau opérationnel, une approche de gestion axée sur les résultats a été intégrée de manière systématique dans le cycle FAD-X. Un cadre d'analyse des résultats a été inclus dans l'ensemble des nouveaux documents de stratégie pays (DSP) afin de permettre le suivi et l'évaluation durant le cycle de reconstitution du FAD-X et durant les périodes ultérieures. Au niveau des projets, un cadre logique axé sur les résultats (tableau de bord ou « logframe ») a été mis en vigueur et utilisé pour l'ensemble des opérations FAD-



X ; un programme de formation à la préparation de ces tableaux de bord est en cours depuis 2005. La fonction de suivi de certains projets a été renforcée : des contrats basés sur les performances ont été conclus avec l'organisme chargé de l'exécution et un suivi des impacts à moyen terme a été effectué. Un plan de mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats (GAR) a également été préparé. Il vise à faire du Groupe de la Banque, y compris le Fonds, une institution d'avantage axée sur les résultats.

## 5. PRÉSENTATION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL INDICATIF 2007 DU FAD-X

### a) Activités de financement

5.1 Le Programme opérationnel indicatif du FAD-X 2007 s'inscrit dans le cadre de la poursuite des réformes présentées ci-dessus. Ces réformes visent à renforcer les complexes des opérations du Groupe de la Banque pour lui permettre de tenir ses engagements fondamentaux. L'année 2007 constitue le dernier exercice du cycle de reconstitution des ressources du FAD-X. Le volume prévisionnel d'approbations du programme opérationnel indicatif est donc limité à la capacité d'engagement résiduelle du Fonds. Les activités à financer seront ajustées en fonction de la capacité d'engagement disponible. Le montant préliminaire du programme opérationnel indicatif pour 2007 s'élève à 1 232,6 million d'UC. Ce montant prend en compte une légère sur-programmation (3%) par rapport à l'objectif de 1 200 UC. Le programme opérationnel 2007 devrait donc utiliser la totalité des ressources du FAD-X non engagées fin 2006.

**Tableau 3.2 : Projet de programme opérationnel FAD 2007 par secteur**  
(en millions d'UC)

Secteur	Prêt FAD		Don FAD		Total FAD	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Agriculture et développement rural</b>	<b>108,0</b>	<b>12,8%</b>	<b>22,7</b>	<b>5,8%</b>	<b>130,7</b>	<b>10,6%</b>
<b>Industrie, mines et carrières</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>
<b>Infrastructure</b>	<b>611,2</b>	<b>72,4%</b>	<b>190,2</b>	<b>49,0%</b>	<b>801,4</b>	<b>65,0%</b>
<i>Transports</i>	271,2	32,1%	90,8	23,4%	362,0	29,4%
<i>Eau et assainissement</i>	182,0	21,6%	91,1	23,5%	273,1	22,2%
<i>Electricité</i>	158,0	18,7%	8,3	2,1%	166,3	13,5%
<i>Communication</i>	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%
<b>Secteur de la finance</b>	<b>40,0</b>	<b>4,7%</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>	<b>40,0</b>	<b>3,2%</b>
<b>Secteur social</b>	<b>40,0</b>	<b>4,7%</b>	<b>46,3</b>	<b>11,9%</b>	<b>86,3</b>	<b>7,0%</b>
<i>Education</i>	40,0	4,7%	12,0	3,1%	52,0	4,2%
<i>Santé</i>	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%
<i>Autres social</i>	-	0,0%	34,3	8,8%	34,3	2,8%
<b>Environnement</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>
<b>Multisectoriel *</b>	<b>45,0</b>	<b>5,3%</b>	<b>129,2</b>	<b>33,3%</b>	<b>174,2</b>	<b>14,1%</b>
<b>Groupe de la Banque</b>	<b>844,2</b>	<b>100,0%</b>	<b>388,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 232,6</b>	<b>100,0%</b>

\* Les projets multisectoriels comprennent notamment les prêts d'ajustement structurel et sectoriel et les initiatives d'appui à la gouvernance et à la réduction de la pauvreté.

5.2 Les DSP du Groupe de la Banque tiennent compte de la priorité grandissante accordée par les pays du FAD au développement de l'infrastructure en tant que pilier de leurs programmes stratégiques de réduction de la pauvreté (PSRP) et de leurs plans de

développement nationaux. Cette priorité a entraîné un important changement dans les demandes de financement présentées au FAD. D'après le programme opérationnel provisoire, 65 % de l'activité 2007 concernera le développement des infrastructures, avec la distribution suivante : 29,4 % pour le secteur des transports, 22,2 % pour l'eau et l'assainissement et 13,5 % pour l'approvisionnement en électricité.

5.3 Les financements sollicités du FAD pour 2007 concernent en premier lieu des projets et des études visant à aider les pays à développer des réseaux d'infrastructures de transport efficaces, notamment des routes. Ces infrastructures sont essentielles pour atteindre les objectifs de développement du millénaire (ODM) et favoriser une croissance économique manière durable, en permettant une plus grande mobilité et un meilleur accès aux services. Le Fonds apportera son appui à des projets et programmes visant à développer des corridors de transport internationaux facilitant l'accès des pays enclavés aux ports maritimes, particulièrement dans la sous-région de l'Afrique centrale, qui est en retard dans ce domaine. Malheureusement, en raison du manque de ressources, le Fonds ne participera que de manière limitée au financement des corridors internationaux en 2007.

5.4 Les interventions du FAD dans le secteur de l'électricité seront principalement axées sur les projets de production et de transport, notamment avec l'électrification des zones rurales et la réhabilitation des systèmes existants, au Burundi, au Cap Vert et en Ouganda, et sur la préparation de nouveaux projets dans des pays tels que la Guinée et le Zimbabwe. Le Fonds continuera à apporter un appui à la composante Énergie du PACT, en apportant un financement pour l'interconnexion des réseaux électriques de la Zambie, du Kenya et de la Tanzanie.

5.5 En dépit du montant limité des ressources disponibles au titre du FAD, des efforts particuliers ont été consentis pour porter les fonds alloués à l'initiative pour l'adduction d'eau et l'assainissement en zone rurale (IAEAR) à 10,5 % du montant total du programme opérationnel indicatif pour 2007. Malgré cela, sur la base des projections actuelles, la valeur cumulée des approbations au titre du FAD-X pour l'IAEAR ne devrait atteindre que 396,31 millions d'UC, soit 13,80 % de l'allocation totale du FAD-X aux pays. Ce pourcentage est très inférieur au plafond de 30 % autorisé durant les négociations FAD-X pour le financement des projets et programmes IAEAR. Des efforts exceptionnels devront donc être déployés en 2007 et au-delà pour développer un pipeline plus important et plus robuste de projets pour cette initiative.

5.6 Les opérations multisectorielles sont l'un des autres axes retenus pour 2007. Elles représentent 14,1 % du programme opérationnel du FAD. Ces interventions prendront la forme d'appuis budgétaires directs, d'ajustements macroéconomiques, de mécanismes en faveur des pays sortant d'un conflit et de programmes d'appui à la gouvernance et de développement des capacités institutionnelles, y compris dans les pays dont les arriérés de paiement ont un caractère chronique. Le Fonds continuera à donner la priorité à l'agriculture et au développement rural, qui représentent 10,6 % du programme opérationnel total, un pourcentage cependant en retrait par rapport aux années précédentes. Le secteur social et le secteur financier tiennent une place plus limitée dans le programme opérationnel indicatif du FAD 2007. Les opérations du secteur social (7 %) comprennent une participation à une approche sectorielle, un projet multinational dans l'éducation ainsi qu'une aide à des projets et programmes post-conflit en faveur de l'emploi des jeunes et de la réhabilitation des infrastructures sociales. Dans le secteur de la finance (3,2 %) un soutien sera apporté à une réforme majeure dans un PMR.

## **b) Activités autres que les activités de financement**

5.7 Outre le programme opérationnel décrit ci-dessus, le Groupe de la Banque entreprendra des actions prioritaires autres que de financement, afin d'améliorer les opérations du Fonds. Le programme 2007 d'activités autres que de financement sera consacré à des actions visant les objectifs suivants : (i) accélérer la décentralisation des activités du Groupe de la Banque afin de renforcer le dialogue et la collaboration avec les pays membres régionaux ; (ii) renforcer le système d'assurance qualité de la Banque et assainir son portefeuille ; (iii) approfondir et élargir le champ des actions économiques et sectorielles de la Banque ; (iv) préparer les stratégies d'aide pays et les SAR ; (v) compléter la boîte à outils des procédures opérationnelles, des politiques, des stratégies et des directives ; (vi) développer les opérations du secteur privé ; (vii) renforcer les partenariats et améliorer la coordination de l'aide ; (viii) participer aux principales initiatives de développement de l'Afrique. La section ci-dessous examine les actions spécifiques que la Banque envisage d'entreprendre en 2007 au titre des activités autres que de financement.

5.8 **Assurance qualité** – Pour assurer la qualité ex ante et la qualité par supervision, le Groupe de la Banque continuera à évaluer la qualité de son portefeuille et à diffuser des exemples de meilleures pratiques au personnel d'encadrement des complexes des opérations. Il continuera également à évaluer et à simplifier le processus de revue et lancera un certain nombre d'outils opérationnels visant à renforcer la fonction d'assurance qualité et la fonction d'examen de la conformité. Une rationalisation des processus opérationnels du Groupe de la Banque a déjà été engagée, avec la mise en œuvre de nouvelles mesures pour améliorer les performances dans le domaine de la passation des marchés grâce à une réduction des délais de traitement et une responsabilisation renforcée dans le domaine de la réponse aux demandes des clients. Le Groupe de la Banque compte accélérer le processus de mise en œuvre du plan d'action FAD-X, notamment en ce qui concerne les activités de gestion du portefeuille. Une attention accrue sera apportée à l'assainissement du portefeuille afin de supprimer les opérations non performantes et de recouvrer les fonds résiduels des opérations clôturées. Le Groupe de la Banque a prévu un budget pour renforcer la supervision des opérations en cours afin de tenir son engagement de conduire 1,5 mission de supervision par opération et par an, voire deux missions dans le cas des projets plus complexes ou potentiellement à problème.

5.9 **Études économiques et sectorielles (EES)** – Sur 118 EES prévues pour 2007, 92 concernent des pays du FAD, y compris 17 études multinationales visant à identifier des zones d'intervention dans le cadre d'opérations multi-pays. Le programme EES concernera les domaines suivants : gouvernance, questions de genre, profils pays pour les opérations du secteur privé, lien global pays-région, réforme administrative du secteur public, dépenses de santé, pauvreté et exclusion sociale, réforme agraire et renforcement des capacités, ainsi que les secteurs traditionnels de l'agriculture, des transport et de l'eau.

5.10 **Dialogue avec les pays** - Le Groupe de la Banque va intensifier son dialogue avec les pays du FAD pour identifier les besoins essentiels et les priorités mutuelles et traiter les questions difficiles. Outre les problèmes traditionnels d'arriérés de paiement, les missions de dialogue couvriront les processus des programmes stratégiques de réduction de la pauvreté (PSRP), la préparation des DSP, la gouvernance des pays et les profils pour les opérations du secteur privé. Le Groupe de la Banque participera aux activités de suivi, de revue et de

discussion des PSRP dans au moins trois pays du FAD et participera aux tables rondes des bailleurs de fonds afin d'identifier les opérations d'appui budgétaire permettant de soutenir ce type de programmes. Le Groupe de la Banque maintiendra à jour les DSP récemment approuvés, préparera cinq nouveaux DSP et une stratégie d'assistance régionale (SAR) pour les pays du FAD ; il participera, en outre, à l'élaboration de cinq stratégies d'aide conjointe (SAC) aux côtés d'autres bailleurs de fonds, dans le cadre des démarches d'harmonisation, d'alignement et de gestion axée sur les résultats.

**5.11 *Développement de politiques*** – En 2007, le Groupe de la Banque publiera des documents de politique et processus annexes essentiels aux pays du FAD. Il s'agit notamment de documents de stratégie concernant l'appui du Groupe de la Banque aux pays fragiles, le développement de l'éducation supérieure, des sciences et des technologies, ainsi que des cadres stratégiques en matière d'investissement dans les TIC et les énergies propres. Des initiatives seront prises dans le courant de l'année pour élaborer des politiques complémentaires, notamment en ce qui concerne les avantages comparatifs du Groupe de la Banque, le développement des infrastructures, les énergies renouvelables et la réforme foncière.

**5.12 *Harmonisation et partenariats*** – Récemment, le Groupe de la Banque a entrepris des consultations approfondies avec ses partenaires multilatéraux et bilatéraux afin de rationaliser les cadres de coopération et d'identifier les domaines de coopération offrant le meilleur potentiel et la plus grande valeur mutuelle. On notera le lancement d'un plan d'action sur trois ans suite à l'approbation par le Conseil de la réforme des fonds de coopération technique du Groupe de la Banque. Conformément à son engagement dans le cadre de la déclaration de Paris, le Groupe de la Banque continuera en 2007 sa collaboration avec ses partenaires du développement, notamment les autres BMD et l'OCDE-CAD, dans le cadre de la démarche d'harmonisation, d'alignement et de gestion axée sur les résultats. Des missions et études conjointes seront entreprises pour la préparation de SAC, de SWAp, et des programmes d'appui budgétaire, ainsi que des activités telles que les revues de dépenses publiques, les évaluations de la responsabilité financière des pays (CFAA) et les rapports analytiques sur la passation des marchés dans les pays (CPAR). Acteur essentiel de l'aide au développement en Afrique, le Groupe de la Banque continuera à fournir un soutien crucial aux initiatives africaines de développement, telles que le NEPAD et l'IAEAR.

**5.13 *Cadre de lutte contre la corruption*** – Le Groupe de la Banque travaille à mettre en place dès 2007 son Unité de lutte contre la corruption (ULC) et, en coopération avec d'autres BMD, prend des mesures pour combattre la fraude et la corruption, notamment par l'établissement de principes communs de conduite des enquêtes, audits et actions disciplinaires. En outre, le Groupe de la Banque continuera à apporter un appui aux PMC pour renforcer la gouvernance et combattre la corruption, en collaboration avec la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes telles que la presse et le pouvoir judiciaire, dans une perspective de transparence et de responsabilisation accrues. La stratégie d'engagement du Groupe de la Banque pour la gouvernance et la lutte contre la corruption est fondée sur une typologie pragmatique des défis des PMR, reflétant la qualité du cadre institutionnel et l'assise de la gouvernance de chaque pays. La Banque intégrera des mécanismes de sauvegarde à la conception de ses opérations dans les environnements à haut risque. Des stratégies spécifiques de réduction des risques opérationnels seront développées pour ces opérations, en fonction des profils de gouvernance des pays concernés.

## 6. RETOUR D'EXPÉRIENCE ET DÉFIS

6.1 Bien que le Fonds ait amélioré ses mécanismes d'aide, des efforts supplémentaires sont encore nécessaires pour que les opérations atteignent un niveau d'efficacité optimum. Durant la première moitié du cycle de reconstitution des ressources du FAD-X, la Banque a rencontré des obstacles qui ont nui à l'exécution du programme opérationnel. Le FAD devra résoudre rapidement un certain nombre de difficultés afin de développer son volume d'intervention tout en maintenant le plus haut niveau de qualité. Le plan d'action du FAD-X pour le développement de l'efficacité des opérations du Fonds a donné des résultats dans plusieurs domaines clés, notamment la promotion d'un système de gestion axé sur les résultats, le renforcement de la capacité institutionnelle du Groupe de la Banque, l'amélioration de la qualité du portefeuille de projets et la qualité de la coordination avec les autres partenaires du développement. En outre, les réformes institutionnelles en cours devraient contribuer à renforcer encore la capacité d'intervention du Fonds et la qualité du portefeuille. Il est essentiel que la dernière année du FAD-X et le cycle de reconstitution des ressources FAD-XI qui lui fera suite bénéficient de l'expérience acquise lors de l'exécution de la première moitié du programme FAD-X, et que les contraintes soient traitées en fonction de ce retour d'expérience. Le Fonds devra donc accorder une importance toute particulière aux aspects examinés ci-dessous.

6.2 *Retards accumulés lors de la préparation des stratégies du Fonds* – La date d'approbation du financement FAD-X a dû être reportée en raison du retard d'un certain nombre d'activités préparatoires. *Premièrement*, il a fallu développer un nouveau format de document de stratégie pays (DSP) et le soumettre au Conseil d'administration. L'utilisation des nouveaux formats de DSP axés sur les résultats s'est ensuite révélée assez complexe, ce qui a entraîné de nouveaux délais dans le traitement des demandes de financement de projets et de programmes au titre du FAD-X. La préparation des DSP a parfois été retardée par l'absence de programme stratégique de réduction de la pauvreté au niveau de certains pays. Dans quelques cas, notamment pour l'Ouganda et la Tanzanie, le Groupe de la Banque a dû collaborer avec des groupes multi-donateurs afin de préparer des stratégies d'aide conjointe. *Deuxièmement*, la lenteur du processus conduisant à l'approbation par le Conseil des directives de la politique de financement du FAD-X a entraîné le report de son entrée en vigueur jusqu'à juin 2005. La soumission des propositions opérationnelles au Conseil a donc été reportée au deuxième semestre 2005. En outre, certains pays se sont montrés réticents à l'égard de la mission du Fonds, notamment en ce qui concerne la préparation des profils de gouvernance pays. S'il est donc vrai que le Groupe de la Banque doit rationaliser ses procédures de préparation des DSP et de la politique de financement du FAD, il apparaît nécessaire d'instaurer un dialogue de haut niveau avec les pays (impliquant la haute direction de la Banque, le cas échéant) afin de faciliter la définition des stratégies d'aide du Fonds dans ces pays.

6.3 *Incertitudes concernant la disponibilité des ressources du FAD* – En raison de l'application, sur une base annuelle, du système d'allocation fondé sur la performance (AFP) et du cadre de soutenabilité de la dette (CSD), le montant et la nature des ressources auxquelles les pays peuvent accéder dans le cadre du FAD ont eu tendance à évoluer de manière imprévisible. Ce phénomène a entraîné l'annulation ou la réduction de certaines opérations, ou la modification des modes de financement (prêt ou don). Ainsi, durant la préparation du programme opérationnel 2007, certaines opérations dont le traitement avait été proposé ont dû être retirées des portefeuilles de pays dont l'allocation avait été réduite. La

mise en œuvre de l'analyse du CSD et du système de l'AFP a compliqué la planification des interventions financées par le FAD au niveau pays, empêchant ainsi le Groupe de la Banque de satisfaire à l'une des exigences principales de la déclaration de Paris, à savoir promouvoir le caractère prévisible du flux d'aide financière. L'allocation des ressources du FAD est une question cruciale qu'il convient d'aborder dans le cadre du processus de revue à mi-parcours du FAD-X, afin d'éviter un nouvel impact négatif sur le programme opérationnel de 2007 et sur la reconstitution ultérieure des ressources du FAD.

**6.4 Manque d'envergure de certaines opérations** – En dépit d'une légère augmentation de la taille moyenne des projets de don et/ou de prêt par rapport au FAD-IX, la revue des projets FAD-X révèle que le Fonds finance encore un grand nombre d'opérations de taille réduite dont les coûts relatifs de mise en œuvre sont élevés. Les économies d'échelle pouvant être obtenues dans le cadre d'opérations de plus grande ampleur ne sont donc pas encore concrétisées. Des mesures ont toutefois été prises pour réduire la part occupée par les opérations de petite taille dans le portefeuille du Fonds. Les mesures prises durant la préparation du programme opérationnel FAD 2007 ont permis de réduire le nombre des opérations de 79 en 2006 à 52 en 2007, la taille moyenne des approbations passant de 17,3 millions à 23,7 millions d'UC. Manifestement, le système d'AFP constitue un facteur de limitation de l'allocation totale à certains pays. Des opérations de taille limitée sont donc susceptibles d'être retenues lors de l'élaboration du programme opérationnel. Le système d'AFP devra être revu pour faire en sorte que les allocations pays du FAD soient supérieures ou égales à un seuil permettant de mettre en œuvre des opérations d'une taille suffisante et efficace (sauf dans le cas des études et d'autres activités liées au cycle des projets).

**6.5 Situation au niveau des pays** – En raison d'arriérés de paiement chroniques, certains pays du FAD affectés par des conflits ou des crises politiques n'ont pas exploité la totalité de leurs allocations FAD-X. C'est le cas pour les Comores, la Côte d'Ivoire, le Libéria, la République centrafricaine, la Somalie, le Soudan, le Togo et le Zimbabwe. Il faut noter toutefois que des opérations d'assistance technique ont été élaborées dans le cadre du dialogue permanent entre le Fonds et ces pays, à l'intention de ceux qui ont réalisé des progrès significatifs dans le règlement de leurs arriérés et qui disposent d'un environnement propice à la mise en œuvre des projets. Enfin, et ce n'est pas l'aspect le moins important, la situation sociale et politique de certain PMR (guerre civile, élections présidentielles) a fait obstacle à une mise en œuvre sereine des opérations financées par la Banque et à l'élaboration de nouvelles opérations.

**6.6 Règles d'origine des biens dans les approches sectorielles** – Pour l'aide au développement, la plupart des bailleurs de fonds donnent la priorité aux cadres d'assistance conjoints, qui facilitent l'harmonisation des procédures opérationnelles et permettent de réaliser des synergies grâce à des approches programmatiques sectorielles réduisant les coûts de transaction. Toutefois, certains de ces cadres imposent aux donateurs participant aux projets de mettre en commun leurs ressources financières. La participation du Fonds à ces schémas de financement implique un risque d'utilisation des ressources du FAD pour l'achat de biens et de services à des fournisseurs que le FAD considère comme non éligibles. L'accord portant création du FAD, notamment l'article 15 (4) (a) concernant les achats de biens et de services pour les opérations du Fonds, prévoit de « compartimenter » les contributions du FAD mises en commun dans les schémas SWAp, afin d'assurer le respect intégral des règles concernant les achats du Groupe de la Banque. Les règles actuelles en matière d'achats constituent donc un obstacle à la participation du Fonds à des schémas SWAp impliquant une mise en commun des ressources financières.

**6.7 Utilisation du système d'allocation fondée sur les performances – Cas des États fragiles.** L'allocation des ressources au moyen du système amélioré d'AFP a donné d'assez bons résultats dans le cas des États très performants. Ce système est basé sur une évaluation des politiques et des institutions des pays (EPIP) et sur une évaluation de la performance du portefeuille pays (EPPP). Il a été constaté que l'EPIP est généralement biaisé au détriment des États fragiles dont les performances sont faibles. L'EPPP est également mal adapté, la capacité d'exécution des secteurs publics de ces pays étant insuffisante. Il est, certes, essentiel de continuer à allouer les ressources du FAD selon le système d'AFP. Mais il faut également développer de nouveaux outils de financement visant à fournir aux pays considérés comme fragiles des ressources complémentaires d'appui dans les domaines de développement prioritaires, essentiels à la reconstruction des économies et à la réduction de la pauvreté.

**6.8** Il a été constaté que la problématique des États fragiles est très particulière et que ces pays sont confrontés à des défis de développement qui ne peuvent pas être traités efficacement dans le cadre des politiques, procédure et instruments opérationnels traditionnels. La Banque a donc proposé au Conseil une stratégie permettant d'améliorer son appui au développement des principaux PMR fragiles. Cette stratégie comprend, notamment, des recommandations en matière d'appui de la part de la Banque et de relèvement des ressources attribuées à ces pays.

**6.9 Éligibilité des dépenses au titre du FAD** – Bien que les Conditions générales et les diverses autres procédures de financement concernant les prêts et les dons soient relativement flexibles en termes de partage des coûts, l'application actuelle des politiques de dépenses éligibles du Groupe de la Banque pose certains problèmes en termes d'efficacité de l'aide et de prise en compte des besoins des emprunteurs. La fourniture de fonds de contrepartie est devenue difficile pour certains pays, en raison du manque de prévisibilité des financements du Fonds dû au système d'allocation adopté pour le FAD-X. En outre, le développement des approches programmatiques sectorielles de type SWAp est susceptible d'entraîner une augmentation des besoins moyens de financement de contrepartie en espèces. La mise en œuvre récente de certaines opérations financées par le FAD a montré que certains pays éprouvent des difficultés à mobiliser dans les délais leurs contributions de contrepartie. Pour cette raison, certaines institutions de financement, y compris des partenaires travaillant en étroite collaboration avec le Groupe la Banque, ont pris des mesures pour abolir les contributions financières exigées de certains pays éligibles du FAD.

**6.10** Conformément à sa démarche d'harmonisation, d'alignement et de gestion axée sur les résultats, le Groupe de la Banque, y compris le FAD, reconnaît la nécessité de revoir sa politique en matière de dépenses éligibles, en collaboration avec ses principales institutions sœurs et ses partenaires bilatéraux, dans une perspective d'amélioration de l'impact des opérations sur le développement et afin de mieux répondre aux besoins des emprunteurs. À cette fin, des démarches ont été entreprises pour proposer de nouvelles politiques d'éligibilité guidées par les principes suivants : (i) la politique d'éligibilité des dépenses doit tenir compte des besoins des pays et contribuer à la démarche d'harmonisation ; (ii) les dépenses nouvellement éligibles doivent être productives, c'est-à-dire qu'elles doivent renforcer l'efficacité des opérations en termes d'impact de développement ; (iii) les fonds apportés sous forme de prêts et/ou de dons doivent être assortis de mesures de supervision adaptées, contrôles fiduciaires par exemple, afin d'assurer une utilisation conforme à leur objet tel qu'approuvé.

## 7. PERSPECTIVES D'AVENIR

7.1 Les progrès accomplis durant la première moitié du programme FAD-X ont permis d'axer le Fonds sur des priorités opérationnelles favorisant la croissance économique et contribuant à réduire la pauvreté. Toutefois, pour accroître l'efficacité du Fonds en matière de développement, de nouveaux efforts de la part du Groupe de la Banque sont nécessaires ainsi qu'un soutien renforcé des plénipotentiaires du FAD. Les questions à traiter et les actions à entreprendre dans un avenir proche sont résumées ci-après.

7.2 Le Groupe de la Banque va ajuster sa stratégie à moyen terme afin de recentrer les opérations du Fonds et d'accroître sa sélectivité. Ce recentrage bénéficiera au développement des infrastructures (transport, électricité, eau et assainissement notamment), à l'intégration régionale, et à l'agriculture et au développement rural. Le Groupe de la Banque encouragera les opérations de meilleure qualité dont l'impact potentiel est plus important, dotées d'indicateurs de performance permettant de suivre et d'évaluer l'efficacité de l'appui apporté par le Fonds. En outre, le Groupe de la Banque prendra des mesures pour améliorer la gestion du portefeuille et la performance du Fonds : renforcement de la supervision, arrêt des opérations obsolètes ou à faible rendement, traitement des rapports de fin de projets en attente, afin de faire bénéficier les nouvelles opérations du retour d'expérience.

7.3 Par ailleurs, le Groupe de la Banque va étoffer son réseau de bureaux sur le terrain et renforcer leur personnel, qui disposera de l'autorité nécessaire pour fournir aux pays clients des services améliorés, plus développés dans de meilleurs délais. Le Groupe de la Banque va également améliorer sa compétitivité et sa fiabilité en mettant en œuvre des réformes visant à réduire la durée du cycle des passations de marchés et des décaissements. Il va renforcer sa collaboration avec ses partenaires actuels et développer de nouveaux partenariats, dans une perspective de renforcement de la cohérence, de l'harmonisation et de la sélectivité. Différentes activités de support devront être mises en œuvre pour atteindre ces objectifs : activités budgétaires, identification claire des produits livrables et développement adéquat des ressources humaines ; mise en œuvre de l'approche axée sur les pays ; poursuite de la décentralisation des activités du Groupe de la Banque ; amélioration des processus opérationnels ; lutte efficace contre la corruption au niveau interne comme au niveau pays.

7.4 Pour permettre la mise en œuvre des futurs programmes de reconstitution du FAD et accroître leur efficacité en terme de développement, les plénipotentiaires du FAD devront apporter un soutien permettant de lever les contraintes qui sont apparues durant l'exécution du programme FAD-X. Une attention toute particulière devra être apportée aux questions suivantes : (i) adoption d'un système d'allocation des ressources leur conférant un caractère prévisible, conformément aux exigences de la déclaration de Paris, et assurant, pour les différents pays, un niveau d'allocation permettant la réalisation d'opérations de taille rentable ; (ii) mise à disposition de ressources complémentaires pour l'appui aux priorités de développement visant à reconstruire les économies et à réduire la pauvreté dans les pays fragiles ; (iii) adoption de principes d'éligibilité des dépenses répondant aux besoins des pays et à la démarche d'harmonisation.



## **8. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

8.1 La revue à mi-parcours de la mise en œuvre par le Fonds des priorités opérationnelles du FAD-X a confirmé que les approbations FAD pour la période 2005-fin décembre 2006 sont conformes aux axes prioritaires définis par les directives de politique de financement du FAD-X et aux seuils fixés pour l'allocation des ressources en fonction des utilisations finales. Compte tenu du caractère limité des ressources disponibles pour la dernière année de reconstitution du FAD-X, le programme opérationnel indicatif du FAD 2007 a été préparé sur une base très sélective, de façon à exploiter les ressources FAD-X résiduelles.

8.2 Durant les deux premières années du FAD-X, le Fonds a mis en œuvre une série de mesures d'assurance qualité ; il a veillé à promouvoir l'appropriation par les pays et une plus grande sélectivité lors de l'élaboration des DSP. Des efforts ont également été déployés pour diffuser progressivement une culture de gestion axée sur les résultats, en élaborant des DSP axés sur les résultats et en introduisant dans toutes les opérations du FAD un tableau de bord axé sur les résultats, fondé sur des résultats mesurables déterminés d'un commun accord. Les participations aux programmes d'appui budgétaire et aux SWAp ont été envisagées au cas par cas, en fonction de leur conformité aux directives approuvées par le Conseil d'administration.

8.3 Certaines contraintes ont cependant entravé la bonne mise en œuvre du FAD-X. La plus notable de ces contraintes est le manque de prévisibilité des ressources mises à la disposition des pays, dû à l'application des systèmes d'analyse de soutenabilité de la dette (ASD) et d'allocation fondée sur la performance (AFP). Le Fonds est également confronté à de sérieux défis liés à sa participation aux SWAp, à la taille réduite des allocations dont bénéficient certains pays et au manque de ressources adéquates pour les pays fragiles. Ces questions, parmi d'autres, devront figurer à l'ordre du jour des prochaines négociations sur la reconstitution des ressources du FAD-XI.

**ANNEXE : LISTE DES APPROBATIONS**

**ANNEXE 1 : LISTE DES APPROBATIONS FAD-IX POUR LA PÉRIODE JUILLET 2005-DÉCEMBRE 2006.**

NUMÉRO	PAYS	DESCRIPTION DU PROJET	SECTEUR	INSTRUMENT		DATE DU CONSEIL	MONTANT (MILLIONS D'UC)		
							PRÊT	DON	TOTAL
1	ANGOLA	Projet de développement rural Bom Jesus-Calenda	AB		GP	24-nov-05		17,200	17,20
2	BÉNIN	Appui aux institutions de contrôle budgétaire	KA		GI	29-juin-05		2,500	2.50
3	BÉNIN	Appui à la gestion des forêts communales	AAD	PL	GP	6-juil-05	19,240	15,760	35,00
4	BÉNIN	PAS-Réduction de la pauvreté-Phase II	KA	SL	GI	24-juil-06	9,860	5,140	15,00
5	BURKINA FASO	Appui au développement de la santé rurale	IBZ	PL		27-juil-05	25,000		25,00
6	BURKINA FASO	Troisième programme d'appui stratégique à la réduction de la pauvreté (PASRP III)	KZ	DBSL		14-déc-05	30,000		30,00
7	BURKINA FASO	Projet de développement agricole de la zone Gnagna Kouritenga- Piela Bilanga -II	AB	PL		21-juil-06	12,500		12,50
8	BURKINA FASO	Projet d'appui aux institutions chargées de la gestion des ressources publiques	KF		GI	27-oct-06		2,500	2,50
9	BURUNDI	Projet d'extension et de réhabilitation des réseaux d'eau en zone rurale	EZ		GP	14-déc-05		12,000	12,00
10	BURUNDI	Projet d'aménagement des bassins versants (PABV)	AAC		GP	1-mars-06		9,000	9,00
11	BURUNDI	Projet d'appui aux réformes économiques et à la gouvernance (PAREG II)	KG		GSL	8-nov-06		7,300	7,30
12	CAMEROUN	Projet d'assainissement de Yaoundé	EB		GP	14-déc-05		25,600	25,60
13	CAMEROUN	Entreprenariat féminin (GOWE 2)	HB		GI	6-déc-06		0,300	0,30
14	CAMEROUN	Projet de route Batibo Bachoua Akagbe	DB		GP	6-déc-06		44,700	44,70

15	CAMEROUN	Programme d'appui aux réformes en matière de Gouvernance	KG	SL		6-déc-06	29,000		29,00
16	CAP-VERT	Programme d'appui à la réduction de la pauvreté et appui institutionnel Gestion économique	KA	SL	GI	22-nov-06	3,390	0,750	4,14
17	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	Appui Institutionnel	KF		GI	21-juil-06		3,300	3,30
18	TCHAD	Programme d'appui à la gouvernance et renforcement des capacités	KG		GP	11-oct-05		20,500	20,50
19	TCHAD	Projet Pêche	AAF		GP	9-nov-05		10,000	10,00
20	TCHAD	Initiative de l'AEPA en milieu rural	EZ		GP	12-juil-06		13,000	13,00
21	CONGO	Projet d'appui à l'amélioration du circuit de la dépense et des indicateurs de la pauvreté (PACDIP)	KZ		GI	6-déc-06		2,500	2,50
22	CONGO, REP. DEM.	Etude Pêche et Elevage	AAE		GS	28-juin-06		1,500	1,50
23	CONGO, REP. DEM.	Réhabilitation du secteur agricole et rural dans les provinces du Katanga, Kasai Oriental et Kasai Occidental	AZ		GP	7-déc-05		35,000	35,00
24	CONGO, REP. DEM.	Projet de réhabilitation des routes Nsele-Lufimi et Kwango-Kenge	DB		GP	19-déc-05		52,450	52,45
25	CONGO	Réintégration socio-économique des groupes défavorisés	IE		GP	15-mars-06		14,800	14,80
26	ÉTHIOPIE	Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement	EZ		GP	21-déc-05		43,610	43,61
27	ÉTHIOPIE	Don pour la protection des services de base	IZ		GP	6-déc-06		83,590	83,59
28	ÉTHIOPIE	Rénovation de la route Jimma-Mizan	DB	PL		13-déc-06	61,000	-	61,00
29	ÉTHIOPIE	Projet d'accès universel à l'électricité (UEAP)	FA	PL		20-déc-06	80,000		80,00
30	GAMBIE	Projet de développement de l'entrepreneuriat et de promotion des moyens de subsistance	IE		GP	15-nov-06		8,000	8,00
31	GHANA	Prêt d'aide à la réduction de la pauvreté	KZ	SL		7-sept-05	44,000		44,00
32	GHANA	Réduction de la pauvreté en milieu urbain et décentralisation	IZ	PL		11-oct-05	25,000		25,00
33	GHANA	Projet d'amélioration des égouts d'Accra (ASIP)	EB	PL		26-avril-06	46,000		46,00

34	<b>GHANA</b>	Développement de la plaine d'Afram	<b>AB</b>	<b>PL</b>		31-mai-06	23,000		23,00
35	<b>GUINÉE</b>	Réaménagement des voies aéroport Gbessia	<b>DB</b>		<b>GP</b>	13-juil-05		8,250	8,25
36	<b>GUINÉE</b>	Appui au développement de l'éducation de base-Education IV	<b>IA</b>		<b>GP</b>	13-juil-05		14,000	14,00
37	<b>GUINÉE</b>	Etude de formulation du programme national d'alimentation en eau du milieu rural (AEP)	<b>EZ</b>		<b>GS</b>	10-mai-06		1,000	1,00
38	<b>GUINÉE</b>	Appui institutionnel et promotion de la gouvernance	<b>KG</b>		<b>GI</b>	26-juil-06		2,500	2,50
39	<b>GUINÉE-BISSAU</b>	/Projet de réhabilitation du secteur agricole et rural, régions nord, ouest et est (PRESAR) (ADF/BD/WP/2005/74)	<b>AZ</b>		<b>GP</b>	25-jan-06		5,800	5,80
40	<b>KENYA</b>	Projet d'appui au développement des zones vertes	<b>AZ</b>	<b>PL</b>		11-oct-05	25,040		25,04
41	<b>KENYA</b>	Aide aux petits propriétaires terriens Kimira-Oluch	<b>AAA</b>	<b>PL</b>	<b>GI</b>	31-mai-06	22,979	1,153	24,13
42	<b>KENYA</b>	Appui institutionnel et promotion de la Gouvernance (nouvelle évaluation)	<b>KG</b>		<b>GI</b>	26-juil-06		5,520	5,52
43	<b>LESOTHO</b>	Projet d'amélioration de la route Likalaneng-Thaba Tseka	<b>DB</b>	<b>PL</b>		29-nov-06	6,830		6,83
44	<b>LIBERIA</b>	Appui institutionnel à la gestion économique et à la gouvernance	<b>KG</b>		<b>GI</b>	27-oct-06		3,000	3,00
45	<b>MADAGASCAR</b>	Projet d'appui aux communautés des pêcheurs	<b>AAF</b>	<b>PL</b>		16-nov-05	6,325		6,33
46	<b>MADAGASCAR</b>	Initiative de l'eau et de l'assainissement dans les zones rurales	<b>EZ</b>	<b>PL</b>		21-déc-05	51,000		51,00
47	<b>MADAGASCAR</b>	Premier programme d'appui budgétaire à la réduction de la pauvreté	<b>KZ</b>	<b>DBSL</b>		24-juil-06	35,000		35,00
48	<b>MALAWI</b>	Projet Santé Rurale IV	<b>IBZ</b>		<b>GP</b>	24-nov-05		15,000	15,00
49	<b>MALAWI</b>	Appui à l'éducation secondaire (Éducation V)	<b>IAC</b>		<b>GP</b>	7-juin-06		15,000	15,00
50	<b>MALAWI</b>	Développement de l'irrigation et de la conservation	<b>AAC</b>		<b>GP</b>	26-juil-06		15,000	15,00

51	MALI	Projet de développement rural de Baguineda	AB	PL		30-nov-05	14,920		14,92
52	MALI	PAS IV	KA	SL		7-déc-05	35,000		35,00
53	MALI	Projet d'appui au développement communautaire dans les régions de Kayes et Koulikoro	AB	PL		3-mai-06	15,000		15,00
54	MAURITANIE	AEPA en milieu rural	EZ	PL		8-nov-06	9,700		9,70
55	MOZAMBIQUE	PPF - Constitution d'un capital pour les communautés de base	AZ		PF	16-juin-05		0,250	0,25
56	MOZAMBIQUE	Projet pilote : Appui à la sécurité alimentaire et développement de l'entrepreneuriat féminin (ADF/BD/WP/2005/131)	ID		GP	25-jan-06		2,510	2,51
57	MOZAMBIQUE	Projet Électricité IV (ADF/BD/WP/2006/46 (rapport d'évaluation)	FA	PL		13-sept-06	26,300	-	26,30
58	MOZAMBIQUE	Projet routier Monteguez-Lichinga	DB	PL		27-oct-06	30,100		30,10
59	MOZAMBIQUE	Appui budgétaire à la Gouvernance (prêt de réduction de la pauvreté)	KG	DBSL		27-oct-06	60,000		60,00
60	NIGER	5ème PAS (PAS V)	KA	SL		21-sept-05	18,000		18,00
61	NIGER	Projet de réhabilitation des routes Tibiri-Dakoro et Madaoua-Bouza-Tahoua	DB	PL		19-déc-05	22,000		22,00
62	NIGER	Projet valorisation des eaux - Régions Dosso Tillabéri	AAC		GP	5-oct-06		13,000	13,00
63	NIGER	Appui institutionnel à la décentralisation	KG		GI	15-nov-06		3,000	3,00
64	NIGERIA	Projet de développement des compétences et de formation professionnelle	IAE	PL		27-juil-05	30,000		30,00
65	NIGERIA	Sécurité alimentaire nationale	AAB	PL		18-oct-06	22,000		22,00
66	RWANDA	Projet d'appui au secteur de l'éducation	IAZ		GP	21-juin-06		15,000	15,00
67	RWANDA	Projet d'appui au développement agricole du Bugesera	AB		GP	24-juil-06		10,000	10,00
68	SAO TOME & PRINCE	Projet appui au développement de l'élevage II	AAE		GP	31-mai-06		4,000	4,00

69	<b>SÉNÉGAL</b>	Transport routier	<b>DB</b>	<b>PL</b>		29-juin-05	29,000		29,00
70	<b>SÉNÉGAL</b>	Projet d'AEPA en milieu rural	<b>EZ</b>	<b>PL</b>		21-sept-05	25,000		25,00
71	<b>SÉNÉGAL</b>	Programme de relance des activités rurales en Casamance (PADERCA)	<b>AAZ</b>	<b>PL</b>		19-oct-05	20,000		20,00
72	<b>SIERRA LEONE</b>	Programme de réhabilitation et de redémarrage économique (ERRP)	<b>KA</b>		<b>GP</b>	27-juil-05		10,700	10,70
73	<b>SIERRA LEONE</b>	Soutien III aux services de santé au niveau district	<b>IBZ</b>		<b>GP</b>	7-sept-05		17,000	17,00
74	<b>SIERRA LEONE</b>	Études de la route Matotoka-Sefadu et soutien institutionnel au secteur du transport	<b>DB</b>		<b>GS</b>	9-mars-06		1,990	1,99
75	<b>TANZANIE</b>	Prêt d'appui à la réduction de la pauvreté II	<b>KA</b>	<b>PL</b>		28-juin-06	50,000		50,00
76	<b>TANZANIE</b>	Programme National d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu rural (ADF/BD/WP/2006/86) Rapport d'évaluation du prêt	<b>EZ</b>	<b>PL</b>	<b>GP</b>	13-sept-06	45,000	10,000	55,00
77	<b>TANZANIA</b>	Appui à la réduction de la mortalité maternelle et des nouveaux nés (Projet Santé II)	<b>IBA</b>	<b>PL</b>		11-oct-06	40,000		40,00
78	<b>TOGO</b>	Appui institutionnel	<b>KF</b>		<b>GI</b>	24-juil-06		2,200	2,20
79	<b>UGANDA</b>	Programme d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu rural	<b>EZ</b>		<b>GP</b>	19-déc-05		40,000	40,00
80	<b>OUGANDA</b>	Projet Éducation III (aide à l'éducation et à la formation post-primaire (PPET) (Approche sectorielle)	<b>IAC</b>		<b>GP</b>	19-déc-05		20,000	20,00
81	<b>OUGANDA</b>	Appui à la santé maternelle et mentale (Santé III)	<b>IBA</b>	<b>PL</b>		8-nov-06	20,000		20,00
82	<b>OUGANDA</b>	Route Kabale-Kisoro-Bunagana/Kyanika	<b>DB</b>	<b>PL</b>		20-déc-06	33,000		33,00
83	<b>ZAMBIE</b>	Programme national d'alimentation en eau et d'assainissement en milieu rural	<b>EZ</b>		<b>GP</b>	31-oct-06	-	15,000	15,00
84	<b>ZAMBIE</b>	Appui budgétaire	<b>KZ</b>	<b>DBSL</b>		29-nov-06	20,000	-	20,00
85	<b>ZMULTINATIONAL</b>	Compétitivité de la filière coton en Afrique (Afrique centrale et de l'ouest)	<b>AAG</b>	<b>PL</b>	<b>GI</b>	22-nov-06	28,000	7,000	35,00

86	ZMULTINATIONAL	Étude du pont Kazungula : Botswana-Zambie	DB		GS	22-nov-06		2,500	2,50
87	ZMULTINATIONAL	Projet de facilitation du commerce et du transport en Afrique orientale	DZ		GP	22-nov-06	-	12,000	12,00
88	ZMULTINATIONAL	SADC – Développement des capacités pour l’enseignement à distance (ODL)	IAH		GP	22-nov-06		10,000	10,00
89	ZMULTINATIONAL	Promotion de la science et de la technologie pour le développement agricole en Afrique	AZ		GP	29-nov-06		15,580	15,58
90	ZMULTINATIONAL	Projet de Route Labé-Sérriba-Médina Gounass (2)	DB	PL	GP	29-nov-06	20,500	35,900	56,40
91	ZMULTINATIONAL	Kenya-Tanzanie - Route Arusha - Namanga - Athi River	DZ	PL		29-nov-06	53,279	3,501	56,78
92	ZMULTINATIONAL	Assistance technique AFRITAC	KF		GI	6-déc-06		3,110	3,11
93	ZMULTINATIONAL	Programme de réformes des Marchés Publics II-UEMOA	KA		GP	6-déc-06		4,000	4,00
94	ZZMULTINATIONAL	Cadre stratégique à moyen et long terme (CSMLT) : étude de développement des infrastructures (NEPAD)	DZ		GS	19-oct-05		1,670	1,67
95	ZZMULTINATIONAL	Appui à l'initiative VIH/sida dans le Bassin du lac Tchad-	IBE		GP	26-oct-05		10,000	10,00
96	ZZMULTINATIONAL	Route Mali-Sénégal- Kita-Saraya-Kedougou	DB	PL	GP	21-déc-05	58,160	7,900	66,06
97	ZZMULTINATIONAL	Projet de gestion durable du bétail ruminant endémique en Afrique de l’ouest (Gambie, Guinée, Mali, Sénégal) (ADF/BD/WP/2005/144)	AAE	PL	GP	25-jan-06	9,760	10,240	20,00
98	ZZMULTINATIONAL	SADC - /Projet d’appui à la gestion des cours d’eau transfrontaliers des bassins de la Buzi, de la Save et de la Ruvuma (ADF/BD/WP/2005/140)	AAC		GP	25-jan-06		9,380	9,38
99	ZZMULTINATIONAL	SADC – Appui au programme VIH/sida et TB (nouvelles dates de traitement)	IBE		GP	31-mai-06		20,000	20,00



<b>100</b>	<b>ZZMULTINATIONAL</b>	SADC- Epizooties transfrontalières (TAD) Contrôle et surveillance	<b>AAE</b>		<b>GP</b>	<b>5-juil-06</b>		<b>13,710</b>	<b>13,71</b>
<b>101</b>	<b>ZZMULTINATIONAL</b>	COMESA – Réforme des marchés publics	<b>KF</b>		<b>GI</b>	<b>21-juil-06</b>		<b>5,660</b>	<b>5,66</b>
<b>102</b>	<b>ZZMULTINATIONAL</b>	UEMOA- Projet de développement de l'enseignement supérieur	<b>IAD</b>		<b>GP</b>	<b>24-juil-06</b>		<b>20,000</b>	<b>20,00</b>
<b>103</b>	<b>ZZMULTINATIONAL</b>	BURUNDI/RWANDA - Projet de route Kicukiro-Kirundo	<b>DB</b>		<b>GP</b>	<b>20-sept-06</b>		<b>30,200</b>	<b>30,20</b>
<b>104</b>	<b>ZZMULTINATIONAL</b>	Projet d'aménagement de la route Dori-Téra et de facilitation du transport sur le corridor Ouagadougou-Dori-Téra-Niamey	<b>DB</b>	<b>PL</b>		<b>27-oct-06</b>	<b>27,820</b>		<b>27,82</b>
<b>105</b>	<b>ZZMULTINATIONAL</b>	Initiative du Bassin du Nil - Étude de faisabilité, lignes de transport électrique de la centrale hydroélectrique des chutes de Rusumo	<b>FAD</b>		<b>GS</b>	<b>27-oct-06</b>		<b>2,571</b>	<b>2,57</b>
	<b>TOTAL</b>						<b>1 317,703</b>	<b>906,796</b>	<b>2 224,499</b>